

**REPUBLIQUE RWANDAISE**

**COMMISSION NATIONALE POUR L'UNITE ET LA RECONCILIATION**

**RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES  
EXERCICE 2001**

**P.O. Box 174 Kigali  
Tél. : 571761 – 571766  
Fax : 572759  
e-mail : [unity@rwanda1.com](mailto:unity@rwanda1.com)**

**web site : [www.nurc.org.rw](http://www.nurc.org.rw)**

**Kigali, Janvier 2002**

**TABLE DES MATIERES**

**TABLE DES MATIERES  
ABBREVIATIONS UTILISEES DANS CE RAPPORT  
AVANT-PROPOS**

**INTRODUCTION**

- 1. Origine de la Commission**
- 2. Les tâches de la Commission**
- 3. La structure de la Commission**
- 3.1. La Communauté Rwandaïse**

- 3.2. Le Sommet National
- 3.3. Le Conseil des Membres de la Commission
- 3.4. Le Secrétariat Permanent
  - 3.4.1. Le Secrétariat Exécutif
  - 3.4.2. La Direction Générale
  - 3.4.3. Le Département d'Education Civique
  - 3.4.4. Le Département de Gestion des Conflits
  - 3.4.5. Le Département d'Appui aux Initiatives Communautaires
  - 3.4.6. Le Département de Communication
  - 3.4.7. Le Département des Finances et de l'Administration

## **PREMIERE PARTIE : LES ACTIVITES AU COURS DE 2001**

### **I. LES ACTIVITES DES COMMISSAIRES**

- I.1. Programme des réunions au cours de l'année 2001
- I.2. Voyages, les conférences et autres réunions internationales
- I.3. Séminaires et diverses formations

### **II. LES ACTIVITES DU SECRETARIAT PERMANENT**

#### **II.1. LE DEPARTEMENT DE L'EDUCATION CIVIQUE**

- II.1.1. Introduction
- II.1.2. Réalisations au niveau national
- II.1.3. Programme d'éducation à la Paix  
et à la Bonne Gouvernance
- II.1.4. Activités dans les Provinces

- (1) Ingando
- (2) Conférences-débats
- (3) Les formations
- (4) L'animations
- (5) Sport et Loisirs

#### **II.2. LE DEPARTEMENT DE GESTION DES CONFLITS**

- Mission
- Objectifs

##### **II.2.1. Activités au niveau du siège**

- Domaine des lois
- Domaine de monitoring
- Domaine des formations

##### **II.2.2. Les réalisations dans les Provinces**

- a) Les réalisations communes aux Provinces

- b) Les réalisations particulières aux Provinces
- c) Participation à d'autres activités
- d) Les contraintes
- e) Les souhaits
- f) Conclusion

### **II.3. DEPARTEMENT D'APPUI AUX INITIATIVES COMMUNAUTAIRES**

#### **II.3.1. Introduction**

#### **II.3.2. Mission**

#### **II.3.3. Programme**

#### **II.3.4. Initiatives identifiées, visitées et financées**

### **II.4. DEPARTEMENT DE COMMUNICATION**

#### **II.4.1. Réalisations**

- a) Le journal de la CNUR
- b) Renforcement des relations entre la CNUR, la presse officielle et la presse privée
- c) Chroniques à la radio et à la télévision
- d) Information sur internet
- e) Bibliothèque
- f) Plan d'action triennal 2002 – 2004
- g) Campagne médiatique de la « Journée Nationale d'Evaluation » du processus d'unité et de réconciliation

#### **II.4.2. Contraintes**

### **II.5. DEPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ADMINISTRATION**

#### **II.5.1. Introduction**

#### **II.5.2. Mission**

#### **II.5.3. Principales réalisations**

- a) Division du personnel
- b) Division de la logistique
- c) Division des finances
- d) Division de l'Audit Interne

#### **II.5.4. Contraintes**

#### **II.5.5. Conclusion**

## **TROISIEME PARTIE**

### **III. AUTRES ACTIVITES DE LA CNUR**

### III.1. Collaboration entre la CNUR et d'autres institutions

- a) Cadre international
- b) Collaboration interne

### III.2. La CNUR a reçu des visiteurs de marque

## QUATRIEME PARTIE

### IV. CONCLUSIONS GENERALES

## CINQUIEME PARTIE

### V. RECOMMANDATIONS

## ANNEXE

### SITUATION FINANCIERE DE LA COMMISSION AU COURS DE L'ANNEE 2001 ABBREVIATIONS UTILISEES DANS CE RAPPORT

N°	ABBREVIATION	SIGNIFICATION
1.	GTZ	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (Coopération Allemande)
2.	CNUR	Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation
3.	FPR	Front Patriotique Rwandais
4.	MDR	Mouvement Démocratique Républicain
5.	PL	Parti Libéral
6.	PSD	Parti Social Démocrate
7.	PDC	Parti Démocrate Centriste
8.	PDI	Parti Démocrate Islamiste
9.	UDPR	Union pour la Démocratie du Peuple Rwandais
10.	PSR	Parti Social Rwandais
11.	UNR	Université Nationale du Rwanda
12.	KIST	Kigali Institute of Science and Technology

13.	<b>KIE</b>	<b>Kigali Institute of Education</b>
14.	<b>KHI</b>	<b>Kigali Health Institute</b>
15.	<b>ISAE</b>	<b>Institut des Sciences Agronomiques et d'Élevage</b>
16.	<b>EGENA</b>	<b>Ecole Nationale de Gendarmerie</b>
17.	<b>MINEDUC</b>	<b>Ministère de l'Éducation</b>
18.	<b>MIJESPOC</b>	<b>Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture</b>
19.	<b>MINADEF</b>	<b>Ministère de la Défense</b>
20.	<b>MINALOC</b>	<b>Ministère de l'Administration Locale</b>
21.	<b>MINIJUST</b>	<b>Ministère de la Justice</b>
22.	<b>PAM</b>	<b>Programme Alimentaire Mondial</b>
23.	<b>PNUD</b>	<b>Programme des Nations Unies pour le Développement</b>
24.	<b>CRS</b>	<b>Catholic Relief Services</b>
25.	<b>HCR</b>	<b>Haut Commissariat des Réfugiés</b>
26.	<b>LDF</b>	<b>Local Defense Force</b>
27.	<b>ADEPR</b>	<b>Association des Eglises Pentecôtistes au Rwanda</b>
28.	<b>CNFJ</b>	<b>Centre National de Formation des Jeunes</b>
29.	<b>ONG</b>	<b>Organisation Non Gouvernementale</b>
30.	<b>DELTA</b>	<b>Development, Education, Leadership Teams in Action</b>
31.	<b>CDC</b>	<b>Comité de Développement Communautaire</b>
32.	<b>ORINFOR</b>	<b>Office Rwandais d'Information</b>
33.	<b>LWF</b>	<b>Lutherian World Foundation</b>

## AVANT – PROPOS

Si le problème d'unité et de réconciliation constitue le souci majeur du Gouvernement d'Union Nationale, c'est suite à des conséquences néfastes de mauvaises politiques de discrimination et d'exclusion qui ont caractérisé les régimes répressifs successifs du Rwanda.

Ce souci apparaît dans les Accords de paix d'Arusha qui prévoient la mise sur pied d'une Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation.

Suite au génocide et aux massacres d'avril - juillet 1994, la situation s'est tellement dégradée que même aujourd'hui, les conséquences de ces tristes événements pèsent lourdement sur le Rwanda et sur tous les Rwandais.

Dès sa mise en place le 12 mars 1999, la CNUR s'est efforcée d'être un carrefour où les rwandais de toutes les conditions sociales peuvent se rencontrer et s'entretenir sur les vrais problèmes de leur pays, en toute franchise, dans le respect et la compréhension mutuelle, dans le but de trouver des solutions durables.

La CNUR n'a ménagé aucun effort pour rapprocher les Rwandais, afin qu'à travers les échanges, ils puissent :

- avoir une vision commune de leurs problèmes ;
- comprendre qu'ils sont liés par le même destin ;
- comprendre que la seule solution est de s'épauler les uns les autres ;
- développer un esprit de patriotisme et de fierté nationale.

Etre Rwandais doit primer sur toutes les ethnies.

Le pas déjà franchi sur la voie de l'unité et de la réconciliation est encourageant et, les résultats substantiels se font sentir à travers toutes les Provinces. Ceci s'est révélé notamment lors de la journée nationale d'évaluation du processus d'unité et de réconciliation, qui a eu lieu le 23 novembre 2001.

Parmi les indicateurs positifs résultant caractéristiques de l'amélioration des relations sociales entre les Rwandais, nous pouvons mentionner que :

1. Beaucoup de rwandais ont compris que leur sécurité les concerne au plus haut point et se sont désolidarisés des idéologies et des actes séparatistes, surtout dans les régions où les infiltrations des ex-FAR/Interahamwe se sont perpétrées.
2. Les relations sociales se sont améliorées considérablement : des propos calomnieux, insidieux et perfides ont cédé place à un langage beaucoup plus « civilisé » et la tolérance mutuelle a pris des racines. Ceci apparaît lors des discussions constructives où les conclusions et les décisions sont consensuelles.
3. Les orphelins du génocide ont été reçus dans des familles d'accueil sans tenir compte de leurs ethnies ou de leurs origines.
4. Dans divers coins du pays, se sont formées des associations regroupant des rescapés du génocide, des femmes dont les maris sont détenus dans des prisons pour des raisons de

présomption de génocide, ainsi que des orphelins chefs de ménage. Actuellement ils travaillent ensemble, sans aucune suspicion de quelque nature que ce soit.

5. Des conclusions et des recommandations issues de la journée nationale d'évaluation, il ressort que les diverses institutions étatiques devraient se rapprocher d'avantage de la population, pour que celle ci puisse réaliser l'ampleur des problèmes auxquels le pays doit faire face en général et pour que les problèmes spécifiques puissent être résolus graduellement avec la participation active de tout un chacun.

6. A l'horizon de l'an 2002, trois programmes en perspective constituent la priorité de la Commission.

➔ Le premier consiste à jouer un rôle important dans la justice réconciliatrice dont le mot d'ordre est : « Les juridictions gacaca, une des réponses vers l'unité et la réconciliation du peuple rwandais ».

➔ Le deuxième consiste à renforcer la Commission comme institution et ce, à tous les niveaux, pour une plus grande capacité, une plus grande efficacité et un rendement optimal.

➔ Le troisième consiste à suivre de près et à s'assurer que les principes d'unité et de réconciliation prennent racine dans la vie de chaque jour de tous les rwandais.

La CNUR continuera à être la plate-forme d'échanges, tant pour les jeunes que les moins jeunes. Ce cadre d'échanges sera instauré à tous les niveaux : national, provincial, district, secteur et cellule, afin que les vœux de la population soient exaucés et que sa voix puisse être écoutée.

La CNUR remercie sincèrement le Gouvernement d'Union Nationale pour lui avoir accordé un budget de fonctionnement, grâce auquel elle a pu réaliser une bonne partie de ses activités au cours de l'année 2001.

Elle remercie également les leaders du pays qui l'ont appuyée tout au long de l'année, notamment par l'animation des différents thèmes traités au cours des Ingando et des conférences diverses.

La CNUR présente sa gratitude aux bailleurs de fonds qui l'ont assistée à de multiples occasions.

D'une façon particulière, la CNUR tient à remercier le Gouvernement Allemand qui, à travers le projet « Prévention de crise – Soutien à la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation », projet conjoint GTZ/CNUR, a appuyé plusieurs activités de la Commission et a permis la réalisation du présent rapport.

La CNUR en appelle à la volonté de tout un chacun pour le développement intégral de son pays et ce, dans la voie de l'unité et de la réconciliation.

NDANGIZA FATUMA  
Secrétaire Exécutif

## **INTRODUCTION**

### **LA COMMISSION NATIONALE POUR L'UNITE ET LA RECONCILIATION**

#### **1. Origine de la Commission**

Depuis l'époque coloniale, le Rwanda a été caractérisé par une mauvaise gouvernance basée sur une politique de discrimination et de dichotomie entre la population, consolidant ainsi les assises d'un pouvoir dictatorial.

Cette politique ne respectant pas les droits fondamentaux de l'homme a été à la base du génocide et des massacres de 1994 qui se sont soldés par la mort de plus d'un million de personnes.

Les Accords de Paix d'Arusha mentionnent que l'unité et la réconciliation constituent la pierre angulaire pour la construction du pays.

Le Gouvernement d'Union Nationale croit que l'unité et la réconciliation constituent une arme efficace contre l'ignorance aussi bien dans le domaine politique, économique que dans le domaine du bien-être social.

L'unité et la réconciliation constituent une voie à sens unique pour la ré-restauration de la paix, de la sécurité, du respect des droits de l'homme et du développement intégral et pérenne du pays et de ses habitants.

La mise sur pied de cette commission, est un grand pas vers l'éradication de mauvais comportements, attitudes et raisonnements basés sur une politique discriminatoire longtemps prêchée par de mauvais régimes successifs.

#### **2. Les tâches de la Commission**

1. Préparer et conduire des débats à l'échelle nationale dont l'objet est de promouvoir l'unité et la réconciliation du peuple rwandais ;
2. User de tous les moyens possibles susceptibles de sensibiliser les rwandais à leur unité et l'asseoir sur des bases solides ;
3. Préparer et diffuser les idées et initiatives visant à promouvoir la paix au sein du peuple rwandais et à encourager la culture de l'unité et de la réconciliation ;
4. Dénoncer et combattre les actes, les écrits et langages susceptibles de promouvoir toute sorte de discrimination ;
5. Sensibiliser les rwandais à leurs droits, au respect des droits des autres, développer la culture de toujours lutter pour ses droits ;
6. Préparer et coordonner les programmes nationaux destinés à la promotion de l'unité et de la réconciliation des Rwandais ;
7. Emettre des opinions relatives aux projets de lois visant à combattre tout sectarisme et à promouvoir l'unité et la réconciliation du peuple rwandais.
8. Veiller au respect par toutes les institutions gouvernementales de la politique d'unité et de réconciliation ;

9. Veiller au respect par les formations politiques, les dirigeants ainsi que toute personne physique ou morale, de la politique et de l'idéologie d'unité et de réconciliation.

### **3. La structure de la Commission**

#### **3.1. La Communauté Rwandaise**

Les communautés rwandaises constituent la base des politiques et des activités de la Commission. La stratégie de la Commission est de faire participer toutes les couches de la population dans la recherche des voies et moyens de réaliser l'unité et la réconciliation. Dans ce contexte, le rôle de la Commission pour l'unité et la réconciliation est de servir de forum où les rwandais vont débattre des causes de leur division et des possibilités de renforcement de l'unité et la réconciliation durables du peuple rwandais.

#### **3.2. Le Sommet National**

Dirigé par le Président de la République, il réunit les dirigeants à tous les niveaux du pays. Ce sommet qui se tient une fois par an, évalue les progrès accomplis dans la réalisation des programmes de l'unité et de la réconciliation.

#### **3.3. Le Conseil des Membres de la Commission**

Dirigé par un Président nommé par le Président de la République, le conseil est constitué de douze membres dont un Président, un Vice-Président et un Secrétaire Exécutif. Le conseil se réunit une fois par mois et examine les activités du Secrétariat Permanent pour s'assurer du bon déroulement des programmes.

#### **3.4. Secrétariat Permanent**

Géré par un Secrétaire Exécutif, le Secrétariat Permanent a les attributions suivantes :

- Superviser les activités journalières de la Commission ;
- Administrer et gérer les ressources financières et humaines de la Commission ;
- Consulter régulièrement les autorités nationales, la société civile et les autres opérateurs dans le domaine de l'unité et la réconciliation ;
- Mobiliser les agences internationales en faveur de l'unité et la réconciliation ;
- Rechercher des appuis nationaux et internationaux, destinés à soutenir les efforts de la Commission .

##### **3.4.1. Le Secrétariat Exécutif**

Le Secrétariat Exécutif constitue l'échelon par excellence de l'exécutif. Géré par le Secrétaire Exécutif ayant rang de Secrétaire d'Etat, il a les attributions suivantes :

- Coordination générale des activités de la Commission ;

- Préparation des réunions de la Commission ;
- Mise en application des programmes de la Commission et recherche des voies et moyens d'atteindre les objectifs assignés à la Commission
- Préparation des conférences débats sur l'unité et la réconciliation ;
- Suivi régulier des activités des divers programmes de la Commission.

### **3.4.2. La Direction Générale**

Gérée par un Directeur Général ayant rang de Secrétaire Général dans les Ministères, le Directeur Général a les attributions suivantes :

- Coordonner les activités du Secrétariat Permanent ;
- Coordonner les activités relatives à l'administration et aux finances de la Commission ;
- Autres activités lui assignées par le Secrétaire Exécutif.

### **3.4.3. Le Département de l'Education Civique**

Ce département est composé de quatre divisions :

- La division des ingando « Programme d'éducation à la paix et au leadership » communément appelé Ingando des dirigeants et de ceux qui se préparent à diriger (en l'occurrence les étudiants lauréats du secondaire et qui sont admis à l'université ou instituts supérieurs)
- La division formation de base (dans les Provinces)
- La division sensibilisation publique
- La division syllabus

Les attributions de ce département sont les suivants :

- Former et engager les autorités nationales dans le processus d'unité et de réconciliation
- Former périodiquement les rwandais de différents niveaux à travers les réunions, les séminaires et les media, dans l'intérêt de l'unité et la réconciliation
- Former les rwandais de toutes les couches sociales à travers les structures existantes d'une manière formelle et informelle
- Utiliser l'éducation civique pour créer au Rwanda une culture de tolérance, de coexistence pacifique, d'unité et de réconciliation
- Développer un programme (syllabus) destiné à promouvoir l'unité et la réconciliation dans les écoles primaires, secondaires et supérieures
- Evaluer les progrès accomplis en matière d'unité et de réconciliation.

#### **3.4.4. Le Département de la Gestion des Conflits**

Il est constitué de trois divisions :

1. La division chargée de la législation
2. La division chargée du suivi et contrôle ou monitoring
3. La division chargée de la gestion des conflits

Ce département a les tâches suivantes :

- Examiner les lois se rapportant à l'unité et la réconciliation ;
- Proposer des révisions des lois touchant l'unité et la réconciliation ;
- Suivre, relever et dénoncer les cas importants d'injustice et de discrimination ;
- Suivre de près le respect et l'observation de la politique de l'unité et de la réconciliation nationales par les instances gouvernementales, les parties politiques, les dirigeants et la population ;
- Assurer la médiation des conflits en faveur de l'unité et la réconciliation du peuple rwandais.

#### **3.4.5. Le Département d'Appui aux Initiatives Communautaires**

Ce département est chargé de :

- Faire connaître les idées de la population sur la politique d'unité et de réconciliation ;
- Coordonner les programmes d'actions (des institutions gouvernementales, des ONG nationales et internationales et autres) visant l'amélioration des conditions socio-économiques (lutte contre la pauvreté) de la population, dans le but de renforcer l'unité et la réconciliation des rwandais ;
- Assurer le suivi et la coordination des programmes et actions d'unité et de réconciliation initiés par la population, les organes de base et les organisations indépendantes.

#### **3.4.6. Le Département de la Communication**

Il est chargé de :

- Faire connaître les programmes et les activités de la CNUR ;
- Former et informer la population sur la politique d'unité et de réconciliation nationales ;
- Assurer une liaison entre les différents media, publics et privés ;
- Etre le carrefour d'échanges entre les rwandais de toutes les couches sociales.

### 3.4.7. Le Département des finances et administration

Il est chargé de :

- Recrutement, suivi et évaluation du personnel ;
- Identification des besoins en formation et préparation de la formation du personnel ;
- Assurer la logistique ;
- Effectuer différentes opérations financières et faire des rapports périodiques sur la gestion des fonds de la CNUR ;
- Répondre aux obligations des auditeurs internes et externes ;
- Trouver des fonds pour le fonctionnement de la CNUR ;
- Préparer le budget.

## PREMIERE PARTIE

### LES ACTIVITES DE LA CNUR AU COURS DE L'ANNEE 2001

#### I. LES ACTIVITES DES COMMISSAIRES

##### I.1. Programme des réunions au cours de l'année 2001

DATE	ORDRE DU JOUR
25/01/2001	<ul style="list-style-type: none"><li>- Grandes lignes des activités prévues pour 2001</li><li>- Part de la CNUR dans le processus des juridictions gacaca</li><li>- Divers : la prime des Commissaires, l'ingando de Busogo, la construction à Nkumba, le voyage des Commissaires en Europe.</li></ul>
22/02/2001	<ul style="list-style-type: none"><li>- Programme d'évaluation dans les Provinces</li><li>- Echanges sur le projet de loi contre la discrimination</li><li>- L'appui institutionnel, développement des ressources humaines</li><li>- Revue du cours sur la justice et l'unité dispensé aux Commissaires et au personnel de la CNUR par le Professeur Hizkias ASSEFA</li></ul>
23/03/2001	<ul style="list-style-type: none"><li>- Projet de loi contre la discrimination</li><li>- Information sur la seconde consultation populaire en vue d'une évaluation du processus d'unité et de réconciliation</li><li>- Réexamen du règlement d'ordre intérieur de la CNUR</li></ul>
26/04/2001	<ul style="list-style-type: none"><li>- Evaluation du Département d'Education Civique. La réunion s'est penchée sur les activités de ce département, notamment en ce qui a trait à :<ul style="list-style-type: none"><li>• La préparation des ingando dans les</li></ul></li></ul>

	Provinces <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le sport et les loisirs</li> <li>• Les formations</li> <li>• Les conférences débats et les théâtres</li> <li>• Les causeries</li> </ul>
--	--

<b>DATE</b>	<b>ORDRE DU JOUR</b>
26/04/2001	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Programme de formation des Leaders des Partis Politiques agréés au Rwanda par le Professeur ASSEFA</li> <li>- Examen du projet conjoint NURC/GTZ relatif à l'éducation civique et à la gestion des conflits</li> </ul>
30/05/2001	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suivi du programme des consultations populaires</li> <li>- Examen des rapports des départements</li> <li>- Divers :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Préparation de la réunion avec la Commission Constitutionnelle</li> <li>• Préparation d'un symposium regroupant les Commissaires, certains dirigeants du pays, les députés, les ONG internationales et les « Personnalités Eminentes » venues d'Afrique du Sud, de l'Allemagne et de la Namibie. Le thème était : « L'échange sur les expériences de nos pays respectifs et des leçons à tirer de leur histoire devant nous guider dans la voie de l'unité et de la réconciliation ». Ce symposium a été organisé par la GTZ dans le cadre du projet conjoint ci-haut mentionné.</li> <li>• Réflexion sur l'impact que peuvent avoir les partis MDR et PDR-Ubuyanja sur le processus de l'unité et de la Réconciliation.</li> <li>• Les juridictions gacaca, une des voies vers l'unité et la réconciliation : le rôle de la CNUR dans le processus gacaca.</li> </ul> </li> </ul>
Juin 2001	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Il n'y a pas eu de réunion parce que le Président, le Secrétaire Exécutif et un des Commissaires devaient aller dans quelques pays d'Europe où ils devaient s'entretenir avec les rwandais de la diaspora, dans le but de les sensibiliser à regagner le bercail et à participer à la reconstruction de leur pays.</li> </ul>

<b>DATE</b>	<b>ORDRE DU JOUR</b>
27/07/2001	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation des départements</li> <li>- Préparation de la journée nationale d'évaluation du processus d'unité et de réconciliation</li> <li>- Programme des rwandais de la diaspora</li> <li>- Divers :               <ul style="list-style-type: none"> <li>• Préparation d'une réunion des Commissaires avec la Commission des juridictions</li> </ul> </li> </ul>

	<p>gacaca prévue le 31 juillet 2001.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Préparation de la formation des Commissaires, des députés, des membres de la Société Civile et le personnel dirigeant de la CNUR par le Professeur Ervin STAUB de l'Université de Massachusets (Etats –Unis) et le Dr Laurie Anne PEARLMAN de « Trauma Research, Education and Training Institute » aux Etats-Unis. La formation est prévue au 08, 09, 13 et 14 Août 2001.</li> </ul>
Août 2001	<p>Il n'y a pas eu de réunion, parce que, outre la formation ci-haut mentionnée, tous les efforts étaient concentrés sur la préparation de la « Conférence mondiale sur la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance y relative » qui s'est tenue à Durban en Afrique du Sud.</p> <p>La CNUR a été représentée par le Secrétaire Exécutif à cette Conférence.</p>
13.09.2001	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le rôle de la CNUR dans la préparation de la Constitution</li> <li>- Répartition des groupes dans les Provinces devant préparer avec les autorités locales la journée nationale de l'évaluation. Chaque groupe était constitué d'un Commissaire et d'un cadre de la CNUR</li> <li>- Examen des activités des départements</li> </ul>
25/10/2001	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Finaliser les préparatifs de la journée nationale d'évaluation qui, initialement prévue au mois d'octobre, a reportée au 23 novembre 2001.</li> <li>- Examen du plan d'action triennal 2002-2004 préparé par la CNUR</li> </ul>

<b>DATE</b>	<b>ORDRE DU JOUR</b>
25/10/2001	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Entretiens sur les récentes visites du Ministre Hollandais de la Coopération, qui a promis à la CNUR un appui financier et d'un prêtre Congolais venu de Kisangani pour s'inspirer des programmes et des activités de la CNUR afin de les appliquer dans son pays pour le bien de ses concitoyens.</li> </ul>
29/11/2001	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Projet de loi modifiant et complétant la loi n° 03/99 du 12/03/1999 créant la CNUR : exposé des motifs et sur ce que peuvent faire les Commissaires avant la fin de leur mandat (12/03/2001).</li> <li>- Rapport sur l'entretien du Bureau de la CNUR (Président, Vice-Président et Secrétaire Exécutif) avec le Président de la République.</li> <li>- Réunion des Commissaires et de tout le personnel (y compris celui des Provinces), relative à la restitution de</li> </ul>

	la journée nationale d'évaluation : compléments des rapports, à partir des Provinces.
21/12/2001	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Examen des propositions de restructuration de la CNUR</li> <li>- Examen du compte rendu de la réunion qui a regroupé le personnel du siège sur la restructuration de la CNUR. Cette réunion a eu lieu le 14 décembre au Club « Mamans Sportives » de Nyarutarama, Kigali.</li> <li>- Préparation de la « Première Convention Globale de la Diaspora Rwandaise ». Ce symposium est prévu du 26 au 30 décembre 2001.</li> </ul>
04/01/2001	Réunion de clôture de l'année 2001 regroupant tout le groupe de la CNUR : Les Commissaires et tout le Personnel.

## **I.2. Voyages, conférences et réunions internationales**

<b>Date</b>	<b>Lieu</b>	<b>Participant</b>	<b>Programme</b>
28/1 – 7/2/01	Etats- Unis	Secrétaire Exécutif	-
24/03/200 1	Grande Bretagne	Secrétaire Exécutif	Prévention des conflits en Afrique Sub- Saharienne
29- 31/01/01	Kenya - Nairobi -	Secrétaire Général	Séminaire- Atelier sur la Construction de la Paix, la Bonne Gouvernance et l'Intégration dans la Région des Grands Lacs
07- 12/05/01	Uganda - Entebbe -	Secrétaire Général	Cours de base sur la Gestion des Conflits et la Promotion de la Paix
17- 23/06/01	Afrique du Sud - Pretoria	Secrétaire Général	Commission mixte – Rwanda /

	-		Afrique du Sud
22/06-02/07	Suisse Belgique Pays-Bas	Président Secrétaire Exécutif Commissaire Mpayimana Elie	Visite aux Rwandais de la Diaspora dans le but de les sensibiliser à rentrer et à participer à la reconstruction de leur pays
02-07/07/01	Pays-Bas	Secrétaire Exécutif	Symposium sur l'Unité et la Réconciliation, préparé par World Association for Christian Communication
05-12/07/01	Uganda - Kampala -	Responsable de la logistique de la CNUR	Séminaire-Atelier sur le contrôle de qualité et l'amélioration du système d'approvisionnement, préparé par la GTZ
29/8-9/9/01	Afrique du Sud - Durban -	Secrétaire Exécutif	Conférence Mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance y relative
26-30/12/01	Rwanda - Kigali -	Rwandais de la diaspora, les	La Première Convention Globale des Rwandais de

		Commissaires et le personnel de la CNUR	la Diaspora
--	--	---	-------------

### **I.3. Séminaires et diverses formations**

<b>Date</b>	<b>Programme</b>
9-13/04/01	Séminaire sur l'assainissement des besoins de la Commission, dirigé par le Dr David de Waal et Géraldine Schoeman de l'Afrosearch – Afrique du Sud
27-30/4/01	Formation des leaders des partis politiques agréés au Rwanda, sur la résolution des conflits
07-08/6/01	Atelier sur la planification et sur la résolution des conflits à l'intention du personnel de la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation
10-13/6/01	Formation des Députés à l'Assemblée Nationale de Transition sur la prévention, la gestion et la résolution des conflits
19-20/6/01	Séminaire avec les « Personnalités Eminentes » venues d'Afrique du Sud, d'Allemagne et de Namibie. Ce séminaire avait pour but l'échange d'expériences des différents pays sur le processus d'unité et de réconciliation. Ont participé à ce séminaire, quelques leaders des partis politiques, la société civile, les Commissaires des Commissions des Droits de l'Homme et de la CNUR ainsi que le personnel du siège.

**Note** : Le séminaire-atelier du 9-13/04/01 a été d'une importance capitale dans la mesure où les conclusions dégagées ont permis de mieux appréhender la vision, la mission et les objectifs stratégiques de la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation.

#### ► **Vision**

Après des régimes répressifs successifs basés sur la politique de discrimination, de clientélisme et d'exclusion qui ont caractérisé la gouvernance du pays, tous les rwandais devraient comprendre que l'unité et la réconciliation constituent la voie obligée pour accéder à une sécurité et à une paix durables, source du développement intégral et pérenne.

#### ► **Mission**

La mission principale de la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation est de contribuer à la promotion de :

- un leadership responsable
- un environnement favorable à l'unité et à la réconciliation
- une unité et une fierté nationales

- des processus de médiation des conflits, ainsi que l'inventaire des efforts de réconciliation
- l'appui effectif aux initiatives communautaires

### ► **Les objectifs stratégiques**

1. Sensibilisation de la société rwandaise à avoir une vision commune sur le processus d'Unité et de Réconciliation
2. Jouer le rôle de catalyseur entre les rescapés et les auteurs présumés du génocide
3. Effectuer un suivi du processus d'Unité et de Réconciliation à travers la vie politique quotidienne du pays et à travers les textes de loi présents et futurs, afin de pouvoir prévenir, gérer et résoudre les conflits éventuels
4. Faire un inventaire et une coordination des activités d'initiatives communautaires, visant l'unité et la réconciliation, ainsi que l'amélioration du bien-être social de la population rwandaise
5. Mise sur pied d'un programme continu d'appui institutionnel : développement des ressources et ce, à tous les échelons.

## **DEUXIEME PARTIE**

### **II. LES ACTIVITES DU SECRETARIAT PERMANENT**

#### **II.1 DEPARTEMENT D'EDUCATION CIVIQUE**

##### **II.1.1. Introduction**

Au cours de l'année 2001, les activités du Département d'Education Civique ont mis en exergue l'évaluation du processus d'unité et de réconciliation à travers toutes les Provinces du pays. C'est dans ce cadre que les rwandais de toutes les conditions sociales ont pu mener des échanges sur l'unité et la réconciliation dans leurs districts respectifs, ceci dans le but de dégager la part de chacun dans le processus d'unité et de réconciliation.

Les idées et opinions dégagées de ces échanges ont été rassemblées et ont fait objet de débats dans chaque Province, le 23 novembre 2001, journée d'évaluation nationale.

D'autres activités ont porté surtout sur les ingando des dirigeants des différents échelons, des enseignants, de la jeunesse et des femmes.

Des programmes de formation des animateurs d'unité et de réconciliation ont été lancés dans les Provinces de Gikongoro, Kibungo, Butare et Byumba. Ils ont été accompagnés par la distribution d'un matériel didactique adapté.

##### **II.1.2. Réalisations au niveau national**

##### **Objectif**

- 1) Elaborer un plan d'action annuel (2001) des programmes d'éducation civique dans les Provinces et un plan d'opération triennal (2002-2004) au niveau de la Commission
- 2) Essayer de trouver du matériel didactique suffisant pour tous les animateurs

## Activités

- a) Le personnel du siège a accordé un appui technique aux agents des Provinces dans la finalisation de leurs plans d'opération. Cette activité a été menée à partir de janvier jusqu'en mars 2001.
- b) Le département d'éducation civique a préparé son plan d'action triennal (2002-2004) à partir du mois de juin jusqu'au mois de septembre 2001.
- c) Le matériel didactique suivant a été largement diffusé à travers tout le pays :
1. Les chansons sur l'unité et la réconciliation : il y a eu montage de deux cassettes audio, elles ont été multipliées en 4000 exemplaires et distribuées gratuitement à la population
  2. Deux mille (2000) calendriers avec des messages spécifiques ont été imprimés
  3. Deux mille (2000) T-shirts avec cachet d'unité et de réconciliation ont été distribués
  4. Deux mille (2000) bandes dessinées ont été envoyées surtout aux établissements scolaires
  5. Deux mille (2000) livrets de recueil des poèmes sur l'unité et la réconciliation
  6. Trois pièces de théâtre sélectionnées au cours de la compétition nationale qui a eu lieu en décembre 1999 ont été envoyées dans les Provinces où les troupes théâtrales régionales les ont étudiées et présentées au public.

### II.1.3. PROGRAMME D'EDUCATION A LA PAIX ET A LA BONNE GOUVERNANCE

Les activités relatives au programme de « Peace and Leadership Training Program » au cours de l'année 2001 sont réparties comme suit :

ACTIVITE	LIEU	PERIODE	FINANCIEMENT	ORGANISATEUR
1. Ingando : Préparation	Kigali	19/01 - 20/01	-	CNUR
2. Ingando des étudiants admis à l'UNR,	Busoga	20/01 - 03/03	Province Ruhengeri, HCR, PAM, Ambassade de Grande Bretagne	CNUR

KIST, KIE, KHI, ISAE Année acadé mique 2001- 2002	R u h e n g e r i		et d'Allema gne	
<b>3.</b> Ingand o des étudian ts admis à l'UNR, KIST, KIE, KHI, ISAE Année acadé mique 2001- 2002	B u s o g o	11 /0 3 - 11 /0 5	PAM, MINEDU C, Ambassa de de Grande Bretagne, Province de Ruhenger i	CNUR
<b>4.</b> Ingand o :  Prépar atifs	K i g a l i	12 /5 - 15 /6	-	CNUR
<b>5.</b> Ingand o des étudian ts admis à l'UNR, KIST, KIE, KHI, ISAE et de ceux	G i s h a r i -  K i b u n	P A M , P o l i c e N a t i o n a l e et	CNUR	

qui ont terminé leurs études à la Roche Colleg e aux U.S.A.	g o	la Pr ov in ce de Ki bu ng o		
6. Ingando des mineurs (moins de 14 ans) impliqués dans le génocide	G a c u r i r o	20 /9 - 15 /1 1	PAM, UNICEF, Police Nationale , Minijust	CNUR MINIJ UST

**ABBREVIATIONS :** KIST :Kigali Institute of Science and Technology KIE :Kigali Institute of Education KHI :Kigali Health Institute ISAE : Institut des Sciences Agronomiques et d’Elevage UNR : Université Nationale du Rwanda EGENA : Ecole de Gendarmerie Nationale CNUR :Commission Nationale pour l’Unité et la Réconciliation MINEDUC : Ministère de l’Education PAM : Programme Alimentaire Mondiale MINIJUST : Ministère de la Justice UNICEF : United Nations Children Education Funds.

#### II.2.4. ACTIVITES DANS LES PROVINCES

##### (1) Ingando

**Objectif global :** Présenter et expliquer à la population la politique du gouvernement en matière d’unité et de réconciliation.

PROVINC	BENEFICIAIRES	PERIODE	RESULTATS	OBSERVATIONS
1. Butare	420 animateurs	04/02-03/03/20	Meilleure appréhension	Des problèmes de transport ont été

	issus de tous les secteurs	01 Mu gusa - Gikonko	de la notion de co-existence pacifique	soulevés
<b>2. Cyangu</b>	500 membres de LD F dont 200 en provenance de Gikongoro et de Butare	Décembre 2000 à Janvier 2001 Nte ndezi	La part de chacun dans l'amélioration des relations sociales et la bonne gouvernance est bien définie	Meilleure compréhension de l'Ingando, vision différente de ce qu'ils croyaient
	328 dirigeants des échelons de base du District de Bukunzi	05/05-19/05/2001 Nte ndezi	Il est sorti une troupe théâtrale régionale, actuellement à pied d'œuvre	Le temps matériel a fait défaut pour pouvoir épuiser la matière

<p><b>3. Gisenyi</b></p>	<p>356 personnes dont : les directeurs des écoles secondaires, les inspecteurs de districts et quelques enseignants choisis ad hoc</p>	<p>1-10 septembre Collège Inyemeramihigo</p>	<p>Les échanges ont été fructueux malgré le temps imparti qui n'était pas suffisant</p>	<p>Le souhait est que les formations aient toujours lieu pendant les vacances. Les enseignants constituent un groupe incontournable</p>
--------------------------	--	--	---	---

	Inga ndo de 347 rapa triés et anci ens prés umé s gén ocid aire s relâ chés	18/0 5- 15/0 6/20 01 Mu den de	Ils ont compris les vrais problè mes du pays et le vrai ennemi du peuple : la pauvret é	Il est souhaitable d'envisager un système cohérent et permanent de suivi et d'évaluatio n
--	--	---	--	---

<b>Gis eny i (su ite)</b>	Ingan do pour 803 ex- FAR/ Intera hamw e ainsi que quelq ues memb res de l'ALI R	20/0 6 – 20/1 2/20 01 Mu den de	La plupa rt des partic ipants ont été captur és sur le front. Ils ont reçu une forma tion qui pourr a les aider à se réinté grer facile ment	Parmi les capturés, il y avait des femmes et des enfants. Ces derniers ont été remis au Ministère ayant les Affaires Sociales dans ses attributions
<b>4.</b>	207	1/06	Les	Le souhait

<b>U mu tar a</b>	dirige ants de base	- 23/0 6/20 01 Gak oni - Mur amb i	dirige ants se sont engag és à être le levain de l'unit é de la récon ciliati on	général est que la formation n'ait pas lieu pendant la saison sèche
<b>5. By um ba</b>	199 femm es	22/0 7 – 17/0 8	Elles sont deven ues les collab oratri ces les plus proch es de la CNU R dans la régio n	Leur souhait est que les Ministères de la Jeunesse et celui des Femmes soient beaucoup plus présents.
<b>6. Ki bu ye</b>	Mem bres des conse ils des Distri cts « Njy anam a », ensei gnant s et direct	15/0 7- 13/0 8/20 01  Nya mis hab a	Chan geme nt notabl e d'attit ude, ceux qui ont partic ipé se sont engag	Malgré que le taux de participatio n fut faible, ceci n'a pas empêché le bon déroulemen t de l'ingando.

	eurs des écoles prima ires		és à dire la vérité parto ut et toujo urs	
<b>7. Ru he nge ri</b>	Ingan do de 463 perso nnes dont : les ensei gnant s, les inspe cteurs de Distri cts, un ensei gnant par centre scolai re prima ire, les préfet s des étude s des écoles secon daires	21/0 7 – 11/0 8/20 01  Mus anz e	Les ensei gnant s se sont engag és à appuy er le Gouv ernem ent et la Com missi on sur la voie de l'unit é et de la récon ciliati on	C'est ce genre de formation qui fait que la Province de Ruhengeri puisse réaffirmer et consolider sa sécurité

<b>8. P . V .</b>	329 jeune s issus des	10/0 8- 10/0 9/20 01	La jeunesse a compris les lignes maîtresse	Actuelle ment, la CNUR n'a pas de
-----------------------------------	-----------------------------------	----------------------------------	--	---

<b>K</b> <b>.</b>	associations d'appui aux orphelins telle que Tumurere	Gacuriro	s de la politique du Gouvernement d'Union Nationale	représentant à la PVK. Il est temps d'en avoir comme dans d'autres Provinces
<b>9.</b> <b>K</b> <b>i</b> <b>g</b> <b>a</b> <b>li</b>  <b>R</b> <b>u</b> <b>r</b> <b>a</b> <b>l</b>	Ingando de la jeunesse issue des ex-communes Gikororo, Bicumbi, Rubungo et Kano mbe	12/03-1/04 Gishakamba - Gasabo	La jeunesse a compris que l'unité et la réconciliation constituait la seule voie de sortie	L'appui financier a été accordé par Catholic Relief Services ; l'Eglise Catholique appuie fortement le processus d'unité et de réconciliation

	Ingan do 135 perso nnes de la jeune sse d'Act ion Catho lique : Xavér i, JOC, JOC/ F, EER WA na MTC R	16/0 8- 09/0 9/20 01  Rut ond e - Shy oro ngi	La jeunesse a été formée et s'est engagée à former les autres jeunes	Les confessio ns religieuse s continuen t à sensibilis er les gens à cohabiter paisiblem ent
<b>1 0. K i b u n g o</b>	Ingan do des Local Defen se Force	Juin – Juill et Sept emb re - Oct obre Rus umo	1263 personnes ont été formées	Ils ont reçu une formation sur la Bonne Gouverna nce et sur la protectio n des citoyens.

## (2) Conférences - débats

**Objectif global :** Echanges sur les vrais problèmes auxquels le pays doit faire face et, envisager les voies et moyens de les résoudre et ce, d'une manière participative.

PR OVI NC E	NATUR E	LIE U	BENEFI CIAIRES	OBSERV ATIONS
<b>1. Bu tar</b>	Thème sur les relation	Tou s les Dist	La populati on à	Les confére nces

e	s sociales : la tolérance	RICTS , les écoles secondaires et différentes institutions	tous les niveaux et les étudiants	étaient nombreuses, les thèmes riches et intéressants
<b>2. Cy an gu gu</b>	La coexistence pacifique	Dans tous les Districts au mois de janvier, juin et juillet	- Conseils des secteurs - Directeurs des écoles - Enseignants - Commerçants - Responsables religieux	Les participants ont fait une évaluation du pas franchi dans la voie de l'unité et de la réconciliation nationales
<b>3. U mu tar a</b>	Comment vivre ensemble et en parfaite harmonie ?	Tous les districts : janvier et février	880 membres des échelons de base 570 étudiants du secondaire : Muvumba et Rukomo	Les causeries se sont bien déroulées mais il reste beaucoup d'écoles à visiter et il faut

				songer à la population qui, elle aussi a soif d'apprendre
<b>4. Byumba</b>	Consultations populaires sur la cohabitation pacifique	Tous les districts	- Population de tous les niveaux - Dirigeants de base	Leur rapport ne montre pas clairement les objectifs et les résultats atteints
<b>5. Kibuye</b>	L'unité dans la diversité : consultations populaires	Tous les districts	- Les comités des cellules - Les comités des secteurs - Directeurs des écoles et enseignants - Jeunesse étudiante de Kibuye	Les conférences et les échanges ont été très appréciés par les participants qui souhaitent que de telles occasions de rencontres soient nombreuses

<b>6. Gita ram a</b>	L'amélioration des relations sociales des rwandais de l'après génocide	Tous les districts et villes : du 31 mai au 13 août 2001	Toute la population	Les débats étaient bien organisés et se sont déroulés à la satisfaction de tout le monde
	Consultations populaires sur les élections	Tous les districts et villes : janvier 2001	Toute la population	Comme résultat, les échanges effectués ont fait que les élections se sont très bien déroulées

	Journée provinciale d'évaluation	Centre Culturel de Gitarama : 23 novembre 2001	Dirigeants au niveau du pays, de la province, des districts et villes, des confessions religieuses, des privés etc.	Le taux de participation était élevé, des résolutions et des recommandations ont été adoptées et peuvent servir directement à la Province.
<b>7. Kigali Rural</b>	Consultations populaires sur l'état des relations sociales actuelles des rwandais	Tous les districts et villes : 11 au 29 juin 2001	Toute la population	2319 personnes ont participé à ces consultations et des stratégies d'amélioration des relations sociales ont été

				arrêtés
<b>8. Ruhengeri</b>	Consultations populaires sur la Bonne Gouvernance	Dans tous les districts	Toute la population	Les consultations se sont bien déroulées
<b>9. Kibungo</b>	Consultations populaires sur l'état actuel des relations sociales des rwandais	Dans tous les districts	Les dirigeants de base	Il est souhaitable que lors des débats pareils il y ait des représentants de la CNUDR à partir du siège

	Sensibilisation des dirigeants des échelons de base et des étudiants à l'amour du travail	Dans tous les districts	Dirigeants de base et étudiants des écoles secondaires	Les étudiants ont souhaité que la CNU R (siège) leur rende visite au cours des réunions des étudiants en vacances
<b>10. Gisenyi</b>	Débats sur les indicateurs positifs d'unité et de réconciliation ainsi que les obstacles au processus	Population des districts de Kageyo et de Cyanzarwe	Toute la population	Tous les districts n'ont pas pu être visités
<b>11. Gikongoro</b>	Causeries dans les écoles secondaires	- Runyombyi - Nyamagabe	Les étudiants du secondaire	Il était prévu des causeries dans six écoles à

				savoir : Runy omby i, Sumb a, Kige me, Nyagi senyi, Kibeh o et Cyani ka mais le temps matér iel faisan t défaut , seules deux écoles ont pu bénéfi cier des échan ges
--	--	--	--	---

### (3) Formations

**Objectif global** : Préparation des  
« ambassadeurs locaux » d'unité et de  
réconciliation : Effet multiplicateur

PROV INCE	BENEFICIAIRES	LIEU ET PERIODE	OBSERVATIONS
1. Cya ngug u	- Responsables des communautés religieuses - Les chefs de	Du 18 au 21 septembr e 2001	La formation a été fructueuse. Toutefois il est nécessaire qu'il y ait encore

	<p>service à la Province</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les responsables du Parquet et des Tribunaux</li> </ul>		<p>une formation surtout pour l'ADEPR qui était absente et qui, pourtant connaît pas mal de conflits internes</p>
<p><b>2. Umutara</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les conseillers de secteurs</li> <li>- Les rescapés du génocide</li> <li>- La jeunesse et les Femmes</li> <li>- Les ONG locales + IBUKA</li> <li>- Les rapatriés du district de Kahi et de la ville d'Umutara</li> </ul>	<p>Dans les districts</p>	<p>La formation a été financée par la Lutheran World Foundation - LWF</p>
<p><b>3. Gikongoro</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les rescapés du génocide</li> <li>- Les enseignants du district de Nyaruguru</li> <li>- Les membres du conseil de district « Njyanama y'Akarere »</li> <li>- Les structures féminines de base</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- District de Nyaruguru</li> <li>- District de Mudasonwa</li> <li>- Ville de Gikongoro</li> </ul>	<p>Ils ont été formés sur l'unité et la réconciliation, la tolérance et l'esprit d'équipe. Le temps leur imparti était très court et le souhait général est qu'il y ait une autre formation</p>
<p><b>4. Kibungo</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les animateurs d'unité et de réconciliation à l'échelle du district. Deux personnes par district et ville ainsi que 30 personnes</li> </ul>	<p>Tous les districts et les villes</p>	<p>Il a été demandé à la Commission Nationale pour l'unité et la réconciliation au niveau du siège de rendre des visites régulières à ses</p>

	issues de tous les secteurs ont été formées		animateurs.
--	---	--	-------------

**(4) L'animation**

**Objectif global :** Mise sur pied et formation d'une équipe d'animateurs volontaires locaux, devant appuyer la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation dans ses activités au fond fin des villages.

PROVINCE	BENEFICIAIRES	LIEU ET PERIODE	RESULTATS	OBSERVATIONS
<b>1. Gita rama</b>	Tous les districts et les écoles secondaires	Mai – Septembre : Districts, Secteurs et Ecoles Secondaires	Les animateurs sont opérationnels	Ils n'ont pas encore reçu de formation appropriée
<b>2. Gikongoro</b>	Animateurs des districts	Chef-lieu de Province	Les animateurs ont reçu une formation	Le temps imparti était insuffisant

<p><b>3. Kibungo</b></p>	<p>Animateurs des districts</p>	<p>Rwamagana, juin 2001</p>	<p>50 animateurs ont reçu une formation</p>	<p>Les activités d'animation ont déjà commencé et sont soutenues par des associations</p>
<p><b>4. Byumba</b></p>	<p>- Formation des animateurs d'unité et de réconciliation - Consultations populaires dans les districts - Formation des animateurs des juridictions gacaca</p>	<p>Province</p>	<p>Tous les groupes cible prévus ont été formés</p>	<p>Tout s'est déroulé bien et comme prévu</p>

<b>5. Buta re</b>	- Les animateurs d'unité et de réconciliation - Les animateurs des juridictions gacaca	Kadogo School Nyanza - CNFJ	Evaluation des animateurs d'unité et de réconciliation et des juridictions gacaca	La formation s'est bien déroulée. Reste à déterminer les mécanismes de suivi de ceux qui ont été formés.
-------------------	---	--------------------------------	---	---

**(5) Sport et Loisirs**

PROV INCE	<u>Activité</u>	<u>date et lieu</u>	<u>resultats</u>
--------------	-----------------	---------------------	------------------

<b>1. Kiga li Rura l</b>	Compétition d'athlétisme entre les jeunes venus des dix districts et villes qui constituent la Province. Au total deux cent cinquante personnes	Masaka  Le 23/05/20 01	L'esprit de convivialité et de « fair play » est développé
	Compétition finale d'athlétisme entre les 70 jeunes qui ont été les meilleurs dans leurs districts	Kabuga Le 11/12/20 01	Relations sociales améliorées

	<p>Match de football entre les dirigeants des districts et ceux de la province : 110 personnes</p> <p>Compétitions de football entre les secteurs Nyamata, Bicumbi, Gashora, Shyorongi, Busanza et Rushashi, environ 5000 personnes ont participé aux activités</p>	<p>Kabuga Le 19/06/20 01</p>	<p>Renforcement des liens entre dirigeants et dirigés</p>
	<p>Match de volley ball entre enseignants de la ville de Kigali Rural et ceux du district de Rushashi</p>	<p>Ruli – Rushashi Le 03/09/20 01</p>	<p>Resserrement des liens de fraternité</p>

<b>Kigali Rural I (suite)</b>	Visite de 200 personnes à Gikongoro dans le cadre de jumelage entre le District de Gashora et l'ancienne Commune de Karama - Gikongoro	Karama Le 21/07/2001	- Esprit de convivialité et de coopération développé
	Des activités socio-culturelles entre les districts de Ngenda – Kigali Rural et Bukamba - Ruhengeri	Ngenda Le 23/07/2001	- Renforcement des liens entre les rwandais de toutes les régions du pays
	Affermir la culture de la tolérance et de la coopération parmi la jeunesse rwandaise	Jeunesse des anciennes communes Rubungu et Bicumbi 11/02 au 03/03/2001	- Les jeunes ont pu échanger sur les problèmes du pays général et sur ceux qui leur sont propres

	Visite aux enfants qui se sont désolidarisés des infiltrés « abacengezi »	Gitagata 10/09/2001	Ces enfants ont été réunis à leurs familles et réintégrés dans la société
<b>2. Gikongoro</b>	Pièces de théâtre	Ville de Gikongoro	N'ont pas été interprétées
<b>3. Gisenyi</b>	Journée de partage et de convivialité	Tous les districts de la ville de Gisenyi : septembre, octobre, novembre 2001	La population a mieux compris les programmes et les activités de la Commission
	Liens avec les autres provinces	Visite de la Province de Ruhengeri, juin 2001	Les liens d'amitiés se sont solidifiés entre les deux Provinces
<b>4. Ruhengeri</b>	Visite aux camps de réfugiés du Congo (Rutshuru)	Juillet 2001	La CNUR a sensibilisé les réfugiés à rentrer chez eux

## **II.2. DEPARTEMENT DE GESTION DES CONFLITS**

### **Mission**

Ce département a pour mission :

- a) D'observer si les lois en vigueur dans le pays ne présentent pas d'éléments susceptibles d'entraver la politique nationale de l'unité et de la réconciliation et veiller à ce que les nouvelles lois ou projets de loi soit un support au processus d'unité et de réconciliation ;

- b) De suivre de près le respect, par toutes les institutions des objectifs de l'unité et de la réconciliation, connaître et réprimer l'injustice sous toutes ses formes et éviter tout ce qui est ou peut être considéré comme source de conflit, susceptible de mettre un frein au processus d'unité et de réconciliation ;
- c) De résoudre les conflits sur base d'enseignement et d'appui à la tolérance mutuelle.

### **Objectifs 2001**

Sur base de la mission ci-haut décrite, le département de Gestion des conflits s'est assigné les objectifs suivants :

- a) Préparation de la loi punissant la discrimination et l'exclusion
- b) Diffusion et explication de cette loi
- c) Faire l'inventaire de tout ce qui peut être à la base des conflits
- d) Préparation des formations des dirigeants dans le domaine de prévention, de gestion et de résolution des conflits

### **II.2.1. Les réalisations au niveau du siège de la CNUR**

#### **a) Dans le domaine de la loi**

##### 1. Préparation de la loi punissant la discrimination et l'exclusion

- Le projet de loi a commencé à être préparé au mois de janvier 2001. Après cette date, il y a eu de nombreuses réunions et à des degrés divers. Parmi elles nous pouvons citer : la réunion des Commissaires de la CNUR avec des experts dans le domaine de la loi, la réunion des Commissaires avec les députés constituant la commission des droits de l'homme et de l'unité et la réconciliation au sein de l'Assemblée Nationale de Transition.
- Le projet de loi a été adopté par l'Assemblée Nationale de Transition le 22 octobre 2001, devenant ainsi une loi.

2. La CNUR a participé à l'atelier du 06 et 07 février 2001, qui examinait la façon d'expliquer et de diffuser la loi régissant la succession.

3. Toujours dans le domaine de la loi, le personnel du département a suivi une formation qui s'est tenue à Kibuye du 20 au 24 août 2001, à laquelle participaient des experts internationaux. Ce séminaire avait pour objet d'apprendre à élaborer une Constitution.

#### **b) Dans le domaine du monitoring des sources de conflits**

Les sources de conflits se situent essentiellement à trois niveaux :

- 1. Problèmes liés à la politique
- 2. Problèmes liés aux propriétés domaniales et autres ressources
- 3. Problèmes autres que ces deux premiers

##### 1. Problèmes liés à la politique et à la gouvernance

## □ Politique

Il est des périodes que nous avons récemment traversées qui ont eu des conséquences parfois édifiantes et parfois déconcertantes et qui ont eu un impact substantiel sur la population en ce qui concerne la vision et l'appréhension de la gouvernance. Pour ne citer que quelques exemples :

- Le fait de perdre la confiance du Parlement par quelques hauts dirigeants du pays a fait que la population a pu comprendre le rôle du Parlement dans le contrôle de l'action gouvernementale. Ce fut la première fois dans l'histoire de ce pays que de hautes autorités furent contraintes de démissionner de leurs postes de responsabilités.
- La démission de l'ancien Président de l'Assemblée Nationale, de l'ancien Premier Ministre, de l'ancien Président de la République et de quelques Ministres, montre clairement qu'en démocratie, nul n'est irremplaçable, que celui qui n'est plus à mesure de remplir correctement les tâches lui assignées doit abdiquer en faveur de celui qui est capable.
- Le double langage de certains dirigeants, la fuite de certaines autorités vers des pays étrangers et le fait de ternir l'image du pays une fois à l'extérieur et de créer des partis politiques dits d'opposition en faisant fi de la loi en vigueur dans le pays sur la création des partis politiques, amène la population à perdre la confiance qu'elle avait en ces dirigeants, parce qu'elle devient complètement désorientée.

## □ Gouvernance

- La corruption continue à faire rage au sein de l'appareil judiciaire et des échelons de base. Ceci ne fait qu'accentuer l'injustice envers la population la plus démunie.
- Répandre les rumeurs dans le but d'opposer les dirigeants et la population
- Des problèmes de justice et de juridictions gacaca : la libération des innocents, les procès prononcés mais non encore exécutés, les victimes qui n'ont pas encore été dédommagées.

## 2. Problèmes liés aux propriétés domaniales et autres ressources

- Les propriétés domaniales « amasambu »

L'on peut dire que l'injustice dans la répartition des terres a eu pour origine les facteurs suivants :

- Dans certaines régions du pays, la répartition s'est mal passée parce que certains dirigeants se sont attribué la part du lion sans tenir en considération des nécessiteux.
- Certains parmi ceux qui avaient reçu des lopins de terre les ont vendus et ont déménagé ; ce qui a fort fâché ceux qui avaient fait des sacrifices énormes pour les libérer.
- Certains des rescapés du génocide, des autorités et des gens aisés n'ont jamais permis de toucher à leurs domaines, ils en ont fait leur chasse gardée et seules les terres des paysans pouvaient être partagées.

Les problèmes de partage de terre sont aigus surtout dans les Provinces de Cyangugu, Kigali Rural, Kibungo et dans certains districts de la Mairie de Kigali.

- Les maisons

En général, sur toute l'étendue du pays, ce problème n'est plus aussi crucial qu'il l'était, il y a trois ou quatre ans. Toutefois il est encore présent surtout dans la Mairie de Kigali où par exemple il y a encore des rapatriés qui réclament toujours leurs maisons occupées illégalement depuis 1994.

D'autres sont toujours en quête de leurs maisons vendues illégalement par des banques ou par d'autres institutions.

- L'argent

Beaucoup de cas d'escroquerie sont rapportés, soit entre individus eux-mêmes, soit entre individus et institutions diverses.

- Autres cas

- Il existe un problème de pauvreté généralisée
- Les gens confondent toujours le crime de génocide et les crimes de guerre
- Une grande partie de la population ne comprend pas encore la mission et le fonctionnement de l'association « IBUKA » qu'elle assimile à une association à tendance radicale
- Le problème des enseignants qui sont démis de leurs fonctions sans avertissement, sans préavis et sans avantages qui leur sont accordés par la loi a une fois de plus fait écho. Selon eux, ils sont régis par la loi du travail en vigueur dans le pays comme d'autres fonctionnaires, leur vœu est que la loi soit respectée.

**c) Dans le domaine de la formation**

Le département a reçu de la CNUR une liste de groupes cible devant bénéficier de formation dans des domaines diversifiés. Il doit chercher des modérateurs capables tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays selon les besoins en formation.

Dans cette partie, nous faisons part au lecteur des :

- (1) Formations préparées et effectuées au cours de l'année 2001
- (2) Objectifs de ces formations
- (3) Thèmes principaux
- (4) Recommandations
- (5) Souhaits

- (1) Formations effectuées

- Du 20 au 23/01/2001 : Formation sur la justice participative et réconciliatrice, instrument d'unité et de réconciliation. Le séminaire a été dirigé par le Professeur Hizkias Assefa, du Centre de gestion des Conflits de Nairobi. Ont participé à ce séminaire, les Commissaires et les cadres de la NURC.
- Du 27 au 30/04/2001 : Formation des leaders des partis politiques agréés au Rwanda. Chaque parti politique était représenté par quatre personnes. La formation a eu lieu à Gisenyi – Hôtel Méridien « Izuba ».
- Du 11 au 13/07/2001 : Formation des députés à l'Assemblée Nationale de Transition. Elle a été facilitée par le Professeur ASSEFA.
- Le 09 juillet 2001 : Formation des journalistes par le Dr Ervin STAUB, Professeur à l'Université de Massachusets, Campus d'Armherst, en collaboration avec le Dr Laurie PEARLMAN de l'Institut de Recherche, d'Education et de Formation de South Widdsor, aux Etats Unis d'Amérique.
- Du 11 au 13 juillet 2001 : Formation des leaders des partis politiques, des ONG et de la Société Civile, par le Professeur Ervin STAUB.

## (2) Les objectifs des formations

Les trois premières formations dispensées par le Professeur Hizkias ASSEFA avaient pour objectifs globaux :

- Amener les leaders des partis politiques agréés au Rwanda, les Députés à l'Assemblée Nationale de Transition, les Commissaires et le personnel de la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation à avoir une vision commune de la voie de l'unité sur laquelle le pays s'est engagé
- Apprendre à gérer et à résoudre les conflits ainsi que trouver la façon la plus adéquate de résoudre les conflits au sein de la communauté rwandaise.
- Arrêter des stratégies adéquates de mise en application des principes acquis au cours de la formation.

Les deux formations dirigées par le Professeur Ervin STAUB et par le Dr Laurie PEARLMAN avaient pour objectifs :

### Formations des dirigeants

1° Comprendre et approfondir les causes principales de la criminalité au sein des communautés, les origines des génocides et des massacres à travers le temps et l'espace, les sempiternels cycles de violence, qui sont à l'origine du traumatisme, ainsi que les remèdes appropriés.

2° D'aider les dirigeants du pays à mieux appréhender les causes profondes du génocide et des massacres qui ont eu lieu dans le pays et partant, de tirer des leçons des tragiques événements ainsi que d'arrêter des stratégies y relatives dans le but d'éviter la récurrence.

## Formation des journalistes

1° Comprendre et approfondir les causes principales de la criminalité au sein des communautés, les origines des génocides et des massacres à travers le temps et l'espace, les sempiternels cycles de violence, qui sont à l'origine du traumatisme, ainsi que les remèdes appropriés.

2° La presse au Rwanda doit être un instrument efficace contre la barbarie.

### (3) Les principaux thèmes abordés

Les formations qui ont eu lieu à Gisenyi et au Palais du Parlement, dirigées par le Professeur ASSEFA ont porté sur les causes principales des conflits au Rwanda. Elles se sont concentrées sur des principaux thèmes suivants :

- Le problème d'ethnique au Rwanda
- Le problème de la gouvernance
- L'unité et la réconciliation
- La justice au Rwanda

Alors que les formations qui ont eu lieu au Palais du Parlement se sont basées surtout sur la démocratie, celles dirigées par le Professeur STAUB à l'Hôtel des Mille Collines se sont concentrées sur :

- Les causes profondes des génocides et des massacres ainsi que la dichotomie au sein des communautés à travers l'histoire.
- Eviter la violence et consolider la culture de la paix
- Comprendre ce qu'est le traumatisme : ses causes et sa cure

### (4) Les conclusions et les recommandations issues des différentes formations

#### ***a) Conclusions et recommandations du séminaire-atelier des responsables des partis politiques agréés au Rwanda, tenu à Gisenyi du 27 au 30 avril 2001***

En vue d'évaluer ensemble les progrès réalisés par les Rwandais sur la voie de l'Unité, de la Réconciliation, de la Justice et de la Bonne Gouvernance, Nous, Responsables des Partis Politiques agréés au Rwanda : FPR, MDR, PSD, PL, PDC, PDI, UDPR et PSR, nous sommes réunis à l'Hôtel Méridien IZUBA à Gisenyi du 27 Avril 2001.

Nous avons échangé les idées sur plusieurs sujets mais nous avons mis un accent particulier sur quatre principaux problèmes, à savoir :

1. Le problème ethnique au Rwanda
2. Le problème de gouvernance
3. Le problème d'unité et de réconciliation
4. Le problème de la justice.

## **I. Le problème ethnique**

### **Constat**

Nous, Responsables des Partis Politiques, avons constaté que les Rwandais sont beaucoup de choses en commun : l'origine, la langue, la culture, l'habitat etc.

Les responsables politiques des anciens régimes répressifs successifs se sont servi des ethnies comme arme pour détruire le pays et le tout a culminé au génocide de 1994.

### **Recommandations**

- 1° Nous nous engageons à ne pas recourir aux ethnies et à condamner toute personne qui y a recours, pour assouvir ses intérêts personnels, de quelque nature qu'ils soient.
- 2° Nous demandons instamment à la population rwandaise de s'interdire de recourir aux ethnies et de condamner tous ceux ou celles qui y ont recours.
- 3° Nous demandons au Gouvernement et à l'Assemblée Nationale d'accélérer la promulgation de la loi punissant toute forme de discrimination et d'exclusion.
- 4° Jusqu'à ce jour, nous apprécions les réalisations de la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation et nous l'encourageons à aller de l'avant dans son programme de sensibilisation de la population rwandaise à la coexistence pacifique.
- 5° Nous nous engageons à sensibiliser les membres de nos partis politiques à se garder de verser dans le divisionnisme et à écarter tout ce qui est ou peut être susceptible d'engendrer ou d'attiser les conflits.
- 6° Nous nous engageons à éduquer les membres de nos formations politiques dans le but de leur inculquer le sens de l'humanité (avoir un cœur humain, c'est-à-dire qui aime et qui compatit).
- 7° Nous constatons amèrement que des politiciens véreux ont mis notre pays à feu et à sang. Nous, leaders des partis politiques compatissons à ce qui s'est passé, demandons pardon et nous engageons à mettre tout en œuvre, pour que ce qui s'est passé dans ce pays, ne puisse jamais se reproduire.

## **II. Le problème de la gouvernance**

- 1° Etant donné le rôle prépondérant joué par les partis politiques dans la gouvernance du pays, nous estimons plus que nécessaire l'accélération de la préparation du « Code de conduite » régissant les politiciens et les partis politiques.
- 2° Nous demandons au Gouvernement de continuer à adopter des stratégies et des mécanismes qui permettent à la population d'avoir une part active dans la gouvernance du pays.
- 3° Nous reconnaissons que la démocratie est la meilleure forme de gouvernance. Elle offre à la population de jouir pleinement de ses droits et de participer activement aux projets de société élaborés en son nom. Nous constatons que le modèle de participation de la population dans la gouvernance diffère d'un pays à l'autre. Nous nous engageons à trouver ensemble une gouvernance propre à notre pays.
- 4° Les participants s'accordent à dire que le multipartisme constitue une bonne formule de diriger un pays qui a toujours été caractérisé par des politiques de division.

## **III. L'Unité et la Réconciliation**

Nous trouvons nécessaire de :

- 1) Faire un examen de conscience profond et se réconcilier soi-même elle ;
- 2) Dire la vérité et rien que la vérité, partout et toujours ;
- 3) Se repentir du fonds du cœur ;
- 4) S'engager à ne plus succomber à la tentation
- 5) Demander pardon :
  - demander pardon des péchés que nous avons commis par action
  - demander pardon des péchés que nous avons commis par omission
  - demander pardon des péchés qui ont été commis en notre nom
- 6) Nous nous engageons à pardonner à tous ceux qui auront demandé le pardon
- 7) Nous demandons à tous les rwandais de prendre en considération les six points ci-haut évoqués
- 8) Nous nous engageons à construire notre pays
- 9) Nous demandons à tous les rwandais et à tous les expatriés de prendre une part active dans la voie de l'unité et de la réconciliation que nous avons empruntée.

#### **IV. Le problème de la justice**

1° Les participants au séminaire se sont engagés à soutenir fermement une justice réconciliatrice, à éradiquer la culture de l'impunité et à réparer le tissu social si très éprouvé.

2° Etant donné l'importance de ce problème, nous, participants à ce séminaire, recommandons la tenue imminente d'une réunion élargie à d'autres institutions étatiques, en occurrence :

- Le Forum des partis politiques agréés au Rwanda
- Le Gouvernement d'Union Nationale
- Les Commissions de l'Assemblée Nationale concernées par ce problème
- La Cour Suprême
- D'autres institutions en rapport avec le problème de la justice

#### ***b) Séminaire-Atelier tenu dans le Palais du Parlement***

Dans leurs conclusions, les Députés font un constat suivant :

#### **Concernant le problème ethnique**

- 1) Certains dirigeants sont cantonnés beaucoup plus dans la coquille ethnique que dans la vision générale nationaliste. Pour eux l'ethnie passe avant le « Rwandais ».
- 2) L'atout « ethnique » a été intentionnellement exploité par certaines personnes pour la réalisation de leurs sinistres projets.

3) Pendant longtemps, les rwandais ont été privés de leurs droits fondamentaux à cause de la mention ethnique dans leurs pièces d'identité.

### **Concernant l'unité et la réconciliation**

1) Nous sommes convaincus que l'unité et la réconciliation nationales constituent la seule fondation possible sur laquelle le pays sera bâti. L'unité et la réconciliation n'est pas l'apanage de la seule Commission mais de tous les rwandais.

2) La voie de l'unité et la réconciliation exige beaucoup de courage pour chaque rwandais mais surtout pour nous, dirigeants de ce pays.

3) L'unité et la réconciliation est quelque chose de personnel. Chacun doit se réconcilier avec sa conscience, avec Dieu, avec le voisin et avec tout ce qui compose son environnement.

### **Concernant le problème de gouvernance**

1) Certains dirigeants politiques considèrent la politique comme une façon de gonfler leurs poches ou d'acquérir des avantages personnels divers au détriment des intérêts de la population

2) Un autre constat amer est que notre pays a pendant longtemps été mal dirigé. Il n'y avait aucune vision ou perspective d'avenir, les dirigeants n'étant pas conscients eux-mêmes de l'azimut vers lequel ils menaient le pays.

3) La plupart des dirigeants étaient eux-mêmes devenus des marionnettes et ne jouissaient d'aucune liberté d'action.

### **Concernant le problème de justice**

1) Nous sommes convaincus que la justice est une voie nécessaire pour aboutir à l'unité et à la réconciliation.

2) Nous nous engageons à promouvoir une justice réconciliatrice, basée sur la lutte contre l'impunité, sur la repentance totale afin d'éviter la récidive, sur la compensation ou le dédommagement aux rescapés, basée sur l'éducation et la réparation des dégâts moraux ( le healing ) .

### **Concernant la démocratie**

1) La démocratie a été considérée comme un instrument générateur de revenus ou d'avantages divers, sur une toile de fonds ethnique ou régionale au détriment des principes fondamentaux qui, eux accordent la priorité aux actions et avantages à la communauté plutôt qu'aux individus.

2) La démocratie a été comprise comme un amalgame de partis politiques sans considération aucune de la part des citoyens dans la gouvernance de leurs pays. Ceci a fait que les relations sociales n'ont pas toujours été au bon fixe, ce qui a considérablement handicapé les initiatives de développement.

### ***c) Formations qui ont eu lieu à l'Hôtel des Mille Collines***

## **Les conclusions relatives à la prévention de génocide**

- Ecrire et enseigner la vraie histoire du pays, sans passion ;
- Faire comprendre à tous les rwandais qu'il est de leur devoir et dans leur intérêt de prévenir et de dénoncer toute idéologie ou toute action susceptible d'entretenir un climat de discrimination ou d'exclusion.
- Renforcer la justice équitable, réconciliatrice et éducative
- Préparer et soutenir les juridictions gacaca, pour qu'elles puissent remplir leurs obligations. Dans ce contexte, les participants ont manifesté une inquiétude causée par des cas de traumatisme enregistrés et qui, au fur et à mesure que les procès vont se dérouler, risquent de s'aggraver. Le traumatisme doit faire l'objet d'une attention particulière.
- Lutter contre toute idéologie sectaire et contre toute forme d'injustice.
- Dénoncer les gens qui n'ont pour objectif que de dénigrer les autres.
- Sensibiliser la population à prendre une part active dans la gouvernance de leur pays, à prendre conscience de leurs droits et de les utiliser dans le but de faire régner un climat de confiance entre elle et les autorités.

### (5) Les souhaits

- Les participants ont souhaité que :
  - l'histoire du Rwanda soit écrite le plus vite et le plus objectivement possible, afin qu'elle puisse être enseignée.
  - tous les rwandais puissent comprendre que le génocide et les massacres est une calamité qui touche tout le monde,
  - des stratégies appropriées doivent être arrêtées pour éviter la récurrence.
- Les dirigeants de tous les niveaux devraient être exemplaires au cours des procès des juridictions gacaca, en disant la vérité sur tout ce qu'ils ont vu et sur tout ce qu'ils savent. Ils devraient éviter le double langage comme c'est monnaie courante chez certains dirigeants.
- Il faut exercer une pression, pour que le fonds de compensation des rescapés du génocide soit constitué dans les meilleurs délais.
- Il a été souhaité la construction des mémoriaux du génocide à travers tout le pays et que l'idée de conservation des dépouilles mortelles soit soutenue, même au-delà des frontières.
- Les participants au séminaire ont souhaité que la communauté internationale joue un rôle beaucoup plus actif dans la réparation de la communauté rwandaise dont le tissu social a été durement éprouvé.
- Les participants au séminaire remercient la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation.
  - Ils remercient également le professeur Ervin STAUB ainsi que le Dr Laurie PEARLMAN. Ils souhaitent que de tels séminaires soient nombreux et s'adressent aux différents cibles de la population rwandaise.

## **II. 2.2. Les réalisations dans les Provinces**

Parmi les réalisations, il en est qui sont communes à toutes les Provinces et il y en a qui sont particulières aux Provinces.

**a) Les réalisations communes aux Provinces**

- Suivi des élections des Maires des Districts et Villes ainsi que les élections des personnes « intègres/inyangamugayo ».  
Au cours de ces élections, les activités étaient centrées sur l'observation des irrégularités éventuelles qui seraient basées sur la discrimination, sur des conflits individuels ou collectifs. De telles irrégularités n'ont pas été relevées. Toutefois, des cas de dénigrement ont été observés à certains endroits et signalés aux instances de sécurité.
- Aucun obstacle à l'unité et à la réconciliation n'a été relevé au cours des élections
- Des explications du processus gacaca ont été largement diffusées au cours des diverses réunions qui ont eu lieu dans toutes les Provinces.
- Suivi des facteurs susceptibles de raviver les conflits dans les Provinces, tels que présentés dans la deuxième partie du présent rapport.

**b) Les réalisations particulières aux Provinces**

- Dans les Provinces Kibuye, Cyangugu et Butare, il y a eu des débats destinés aux prisonniers et aux rescapés du génocide ceci pour faciliter le processus de réconciliation.
- Dans la Province de Kibuye, plus de 400 personnes ont reconnu leurs crimes et ont demandé pardon.
- Dans les Provinces de Cyangugu et de Gikongoro, une formation a été organisée à l'intention des représentants des rescapés du génocide. Le thème principal était le pardon : demande et accord.
- Dans la Province de Kigali Rural, deux activités principales ont été enregistrées :
  - Réunir les personnes qui ont bénéficié de lopins de terres afin d'examiner les problèmes relatifs au partage. Deux problèmes ont été soulevés :
    - Des gens qui ont bénéficié des terres mais qui n'ont jamais voulu les rentabiliser ;
    - Des gens qui ont reçu des terres et qui les ont vendues.
  - Formation des animateurs d'unité et de réconciliation sur la prévention, la gestion et la résolution des conflits.
- La Province de Gisenyi a organisé des débats destinés aux responsables religieux dans le but de la prévention des conflits.  
La Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation en collaboration avec les autorités provinciales de Gisenyi a joué un rôle actif dans la résolution des conflits entre les rescapés du génocide et les autorités du District de Kageyo, ainsi que d'autres conflits de

natures diverses notamment dans les Districts de Nyagisagara, Kanama, Gasiza, Kayove, Muhira et Cyanzarwe.

- Dans la Province de Gitarama, la formation des responsables religieux sur la prévention, la gestion et la résolution des conflits a constitué une priorité. Dans cette province également, la Commission a joué un rôle prépondérant dans le règlement des conflits au sein d'un établissement scolaire primaire : Ecole de Ruyanza, conflit sur fonds ethnique.
- Gitarama, Gikongoro et Butare ont visité les prisons centrales et les cachots des districts et de police dans le but de s'entretenir avec les prisonniers sur le processus d'unité et de réconciliation.

Des questions à la une sont :

- La justice qui prend beaucoup de temps
- L'inquiétude sur l'insécurité des gens qui vont témoigner au cours des procès des juridictions gacaca.
- L'inquiétude sur l'insécurité des gens qui ont été libérés des prisons.

### **Remarque**

Dans le domaine de prévention, de gestion et de résolution des conflits, au cours de leurs descentes sur le terrain, les agents de la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation sont toujours accompagnés par des instances provinciales qui ont cette activité dans leurs attributions de sorte qu'il ne peut y avoir de chevauchement ou d'ingérence dans des activités d'autrui.

#### **c) Participation à d'autres activités**

- **Formations**

<b>Thème</b>	<b>Lieu et date</b>	<b>Objectif</b>	<b>Observations</b>
Recherche quantitative	UNR-Butare 12-03-2001	Notion de la recherche quantitative	Le problème de la langue (anglais de haut niveau) a été un handicap
Echanges sur les droits de l'homme	Ambassade des Etats Unis 20-03-2001	Connaissance des principes universels des droits	Le problème de la langue (anglais de haut niveau) a été un handicap

		de l'homme	
Planification	Hôtel des Mille Collines 9-13/04/2001	Connaissance des principes de planification	Nous a été utile dans la préparation de notre plan d'action
La religion, la loi et les relations sociales dans les prisons	Kigali, Centre-Christus 27-02-2001	Examen de l'état mental des prisonniers : est-il solide ou sont-ils désespérés ?	Ils ne sont pas très désespérés mais il a été demandé à la CNUR de leur rendre visite le plus souvent possible
Préparation du plan triennal 2002-2004	Kabusunzu – Centre Iwacu	Finalisation du plan d'action triennal	Nous a permis de l'élaborer dans des conditions idoines
Echanges sur le pardon	Gikongoro Cyangugu	Entretiens avec les rescapés du génocide sur les demandes de pardon qui leur sont adressées par les auteurs du génocide	C'est une initiative à encourager

Communi- cation et violence	Kigali	Montrer la part d'un langage déplacé ou sournoi- s dans la généra- tion des conflits	Facilite l'explication des conflits générés par de telles paroles
-----------------------------------	--------	---	---

• **Conférences et causeries**

<b>Thèmes</b>	<b>Lieu</b>	<b>Objectif</b>	<b>Observations</b>
Préparation de la semaine de deuil national	Mijespo- c	Commémoration du génocide et des massacres	Le taux de particip- ation n'était pas élevé
Les juridictions gacaca	Nyanza – Butare Kabusu nzu – Centre Iwacu	- Meilleure compréhension des juridictions gacaca - Discussion sur un document relatif aux juridictions gacaca	- L'objec- tif principa- l est de prépare- r la populati- on à la particip- ation aux juridicti- ons gacaca, outil nécessa- ire à l'unité et à la réconcil- iation
Préparation	Palais	Rassembler les	Plusieur

du Sommet de Durban sur la lutte contre toute forme de discrimination	du Parlement de Transition	idées qui seront sujettes à réflexion lors du Sommet de Durban	ses idées cohérentes ont été rassemblées
Droits de l'homme	- Kabusu nzu - Gitarama	Formation des animateurs de Liprodhor sur les droits de l'homme	Relations entre les droits de l'homme et l'unité et la réconciliation mieux explicitées
La Politique Universelle d'Unité et de Réconciliation	Séminaire préparé par la GTZ – Coopération du Gouvernement Allemand	Débats de haut niveau entre dirigeants du pays et experts internationaux	Leçons à tirer des expériences des pays qui ont connu une situation presque similaire à celle du Rwanda
Réunion avec Coexistence Network	Kiyovu – GTZ, Coopération du Gouvernement Allemand	Echanges sur la Gestion des Conflits	Des mécanismes de suivi devraient être mis en place
Conférence	Peace	Préparation de la	Cette

-débat sur la culture de la paix	House	carte géographique des activités	activité vise à promouvoir une meilleure collaboration
----------------------------------	-------	----------------------------------	--

Thèmes	Lieu	Objectif	Observations
Entretiens avec les responsables militaires	- Gako - Gabiro	Echanges sur le processus d'unité et de réconciliation	Les échanges ont été positifs et le rôle des militaires a été défini
Ingando	Toutes les Provinces	Vision commune sur l'unité et la réconciliation	Des thèmes tels que la gouvernance, la pauvreté et la justice qui constituent les éléments clés ont été débattus
Visite des prisons	Kibuye	Prise de conscience par les prisonniers, de leur rôle dans le processus gacaca	Plusieurs visites seraient utiles
Préparation	Mura	Commémoratio	La

de la journée internationale de tolérance	mba - Gisenyi	n de la bravoure des élèves de l'Ecole de Muramba assassinés par les « abacengezi » pour leur solidarité	tolérance est un des piliers de la réconciliation
Echanges sur les films, interviews et sur le Network sur la Justice	Kigali	Echanges sur les procès du Tribunal Pénal International sur le Rwanda d'Arusha et sur les procès de génocide au Rwanda	Un programme de visualisation populaire de ces films est en préparation
Conférence sur le thème « Société et Préjugés »	Kigali Institute of Education	Echanges sur les conséquences des préjugés dans la société rwandaise	Montrer que le problème ethnique est encore très présent au Rwanda

<b>Thèmes</b>	<b>Lieu</b>	<b>Objectif</b>	<b>Observations</b>
Préparation de la journée nationale d'évaluation du processus d'unité et de réconciliation	Byumba Umutara	Présentation des facteurs positifs et des facteurs négatifs enregistrés au cours du processus	La franchise dont la population a fait preuve au cours de l'identification de ces facteurs, constitue un

			encouragement pour la CNUR
Première Convention Globale des Rwandais de la Diaspora	Palais du Parlement de Transition	Le thème principal était : « Que peut faire un Rwandais de la Diaspora pour son pays, et que peut faire le Rwanda pour ses ressortissants de la Diaspora ? »	Ce symposium de quatre jours a été organisé par les Rwandais vivant en Afrique du Sud, à travers leur association « Rwanda - South African Alliance ». Ils ont été appuyés par la CNUR et par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale

**d) Contraintes**

Les attributions de ce département ne sont pas claires surtout quant à sa mission et à sa compétence. Elles devraient être redéfinies.

**A titre d'exemple**

- La loi institutionnalisant la Commission, dans son article 3, alinéa 8 et 9, il est stipulé que la Commission doit :

§ 8 : Observer si les institutions gouvernementales respectent la politique de l'unité et de la réconciliation nationales.

§ 9 : Suivre de près les partis politiques, les dirigeants et la population en général pour voir s'ils ne vont pas à l'encontre de la politique d'unité et de réconciliation nationales.

Ce ne serait pas aisé ni même réaliste pour la Commission de pouvoir dénoncer les actions des organes étatiques qui sont susceptibles ou qui vont carrément à l'encontre du processus d'unité et de réconciliation, alors que la Commission elle-même est un organe du Gouvernement.

- Une autre contrainte majeure réside en ce que ce département n'a pas de personnel suffisant et expérimenté en la matière.

#### e) Les souhaits

- Les attributions de ce département devraient faire objet de réflexion par les instances habilitées de la Commission, en l'occurrence le Conseil des Commissaires afin de les rendre plus claires et de définir un « cahier des charges » pour chaque agent de ce département. Ceci éviterait un tâtonnement néfaste pour la performance de la Commission.
- Ce département devrait être pourvu d'agents qualifiés et suffisants en nombre.
- La collaboration avec d'autres institutions telles que les juridictions gacaca, la Commission Constitutionnelle, la Commission des Droits de l'Homme, le Collectif des Droits de l'Homme « CLADHO », le Collectif des rescapés du génocide « IBUKA » ainsi que d'autres institutions.

#### f) Conclusion

- **Les conflits sont tout à fait normaux au sein de la société humaine. Le plus important est de savoir comment les gérer, de sorte qu'ils ne puissent nuire à la vie quotidienne des citoyens, à leurs biens et à leur environnement.**
- Le rôle de la Commission dans la prévention, la gestion et la résolution des conflits, n'est pas de se substituer aux instances qui ont dans leur activité de chaque jour ce genre de travail tels que les services de sécurité, les services judiciaires, les organisations des droits de l'homme, les divers opérateurs dans les domaines de la tolérance et de la culture de la paix, mais de collaborer étroitement avec ces institutions dans le but de consolider l'unité et la réconciliation.
- La part active de la Commission se situe au niveau de la sensibilisation, des conseils et au niveau du suivi régulier du processus d'unité et de réconciliation, en pointant du doigt

tout ce qui peut aller à l'encontre de l'unité et la réconciliation et en encourageant toutes les actions susceptibles de promouvoir l'unité et la réconciliation des Rwandais.

### **ii.3. département d'appui aux actions communautaires**

#### **ii.3.1. Introduction**

Dès sa mise en place, la CNUR s'est rapprochée de la population à la base et a mené des consultations sur ce qu'elle entend par processus d'unité et de réconciliation, sur les sources de conflits et la solution à y apporter.

Parmi les grands problèmes, celui de la pauvreté a été cité. Parmi les causes de celle-ci, le fait de ne pas avoir un programme défini, le fait d'une duplication des activités, chacun dans son petit coin, se cramponnant sur son petit programme mal défini.

La Commission a noté avec satisfaction que la population elle-même avait déjà entamé des actions communautaires d'unité et de réconciliation.

Parmi les promoteurs de ces diverses actions, figurent des particuliers, des collectifs d'associations diverses, des associations à caractère particulier (veuves, orphelins chefs de ménages...) ainsi que des Organisations Non Gouvernementales, tant nationales qu'internationales.

#### **ii.3.2. Mission**

- **Connaître, faire connaître et appuyer les initiatives communautaires, des associations ainsi que des ONG qui visent à améliorer au jour le jour les conditions socio-économiques de la population rwandaise.**
- Connaître et faire connaître les programmes du Gouvernement destinés spécialement à la lutte contre la pauvreté et au développement intégral du peuple rwandais en général.

#### **ii.3.3. Programme**

- Le programme

Provisoirement, le département est constitué de deux branches:

- La branche qui s'occupe des initiatives communautaires
- La branche chargée de la coordination de toutes les actions de promotion d'unité et de réconciliation.

- Activités

- Préparation du plan d'action triennal (2002-2004).

Les principales activités prévues par ce plan sont :

- a) Faire l'inventaire de toutes les initiatives communautaires en rapport avec l'unité et la réconciliation.

Ces initiatives ont été identifiées à travers toutes les Provinces, et la plupart ont reçu la visite de l'équipe de la NURC. Ces visites se poursuivront et une collaboration étroite avec les dirigeants de base et les animateurs d'unité et de réconciliation et la coordination provinciale des activités d'unité et de réconciliation s'avère capitale.

Une liste de telles initiatives sera établie et mise à jour au fur et à mesure que d'autres initiatives seront identifiées.

Les promoteurs ou les opérateurs d'actions d'unité et de réconciliation seront enregistrés sur une carte géographique d'activités et un livret explicatif de leurs actions sera confectionné et indiquera :

- Qui fait quoi ? (domaine d'intervention)
- Pourquoi ? (nécessité de l'intervention)
- Ou ? (zone d'intervention),
- Quand ? (délais impartis de l'intervention)
- Pour qui ? (groupe cible)
- Comment ? ( organisation et ressources : humaines, matérielles et financières)
- Impact de l'intervention sur le processus d'unité et de réconciliation ?

b) Assurer la coordination de toutes les actions visant la promotion de l'unité et de la réconciliation

Ce département essaie de faire une coordination des diverses activités et d'être la plateforme de tous les opérateurs d'unité et de réconciliation afin qu'ils puissent faire connaissance et faire des échanges sur leurs activités dans le but d'éviter une duplication en opérant dans les mêmes zones, en y menant les mêmes activités et pour les mêmes groupes cibles, ce qui a pour résultat la dispersion d'énergies, de temps et d'argent.

En plus, des programmes de développement géographiquement mal répartis, peuvent constituer une source de conflits et, causer plus de tort que de bien au processus d'unité et de réconciliation.

c) Collaboration avec les responsables des échelons de base, à l'instar des CDC et de ceux qui sont chargés du programme de lutte contre la pauvreté et du développement en général.

e) Préparation des formations sur les activités génératrices de revenus, dans le but de la promotion de l'unité et la réconciliation

f) S'occuper d'une manière particulière des groupes des rwandais oubliés et/ou marginalisés, en l'occurrence les Batwa et les autres, ainsi que des groupes vulnérables constitués pour la plupart d'indigents.

Ceci ne sera possible que si ces groupes sont identifiés et que leurs problèmes sont connus. C'est uniquement dans ce cadre que l'on pourra intéresser les divers intervenants et bailleurs de fonds à leur condition.

f) Jumelage

- Encourager et appuyer le jumelage entre les districts, entre les Provinces et entre les Provinces et les Villes ou Provinces des pays étrangers. A l'intérieur du pays, ceci a l'avantage d'échanger sur les problèmes respectifs des Provinces et de ce fait, constituer une mosaïque des problèmes du pays, et d'envisager les voies et moyens d'en venir au bout et ce, main dans la main.

**II.3.4. Initiatives Communautaires identifiées, visitées et financées**

<b>Association</b>	<b>District</b>	<b>Activité</b>	<b>Visité par</b>	<b>Besoins – Frw</b>	<b>Appui reçu – Frw</b>

<u>Ajen</u> <u>i</u> 41 perso nnes	B uk un zi	- C onst ruct ion pou r les indi gent s - P etit com mer ce - A gric ultu re et élev age - C onst ruct ion des écol es - S ensi bilis atio n à l'un ité et la  réco ncili atio n	C N U R - K i g a l i e t C y a n g u g u  C R S - K i g a l i	1 . 0 0 0 . 0 0 0 0	1000.00 0 - A chat de tôles pour 4 maisons - Vente d'engrai s chimiqu e. Le montant a été accordé par CRS
<u>Duh</u> <u>uze</u> <u>imba</u> <u>raga</u>  41 enfan ts	G at ar e	- App rend ront les méti ers de	C N U R - K i g	1 . 1 8 9 . 9 0	1.189.90 0 - Achat du matériel de couture et de

chefs de ménages		tailleur et de menuiserie	aliet Cyanoguguu CRS - Kigali	0	menuiserie. Le financement vient de CRS
------------------	--	---------------------------	-------------------------------------	---	---

<u><b>Tuzamurane</b></u> - Démobilisés	Impala	- Agriculture, activités sociales et culturelles (chorale et animation sur les thèmes d'unité et de réconciliation)	C N U R - K i g a l i e t C y a n g u u C R S - K i g a l i	2 . 2 5 0 0 0 0 0 0	2.250.000 - Achat d'une pirogue, d'un filet de pêche et d'autres accessoires. Le financement est de CRS.
<u><b>Ngirankugire</b></u> - Démobilisés	Ville de Cyangugu	- Pêches - Sensibilisation sur l'unité et la réconciliation	C N U R - K i g a l i e t C y	2 . 2 5 0 0 0 0	

		ation	an g u g u  C R S - K i g a l i		
--	--	-------	--	--	--

<b>Association</b>	<b>District</b>	<b>Activité</b>	<b>Visité par</b>	<b>Besoins - Frw</b>	<b>Appui reçu - Frw</b>
<b>Appui aux enfants issus des groupes marginalisés</b> 167	Gat are Gas hon ga	- Appui aux enfants des Batwa pendant une année afin de leur permettre d'aller à l'école dans des conditions décentes	C N U R - K i g a l i e t	7 9 8 .0 0 0	7 9 8 .0 0 0  p o u r

<p>enfan ts Batw a</p>			<p>C y a n g u g u  C R S - K i g a l i</p>	<p>a c h a t  d ' u n i f o r m e  e t  d u  m a t é r i e l  s c o l a i r e .  L e  f i n</p>
------------------------------------	--	--	---	---

					a n c e m e n t  a  é t é  a c c o r d é  p a r  C R S 
--	--	--	--	--	---

**Nota bene :**

- La Province de Cyangugu est très préoccupée par le problème des Batwa. Mr Nyabyenda Thomas est le représentant des Batwa dans la Province. Il leur rend visite régulièrement et essaie de dégager leurs problèmes et de les soumettre aux bailleurs de fonds. Parmi les plus grands, il y a :

- Le fait de ne pas avoir de lopins de terre de culture
- L'ignorance quasi généralisée
- La pauvreté
- Le fait de ne pas bénéficier de l'aide accordée aux indigents.

- Le district de Gatara a un projet spécifique pour les Batwa

- Dans la Province de Cyangugu, la CNUR en collaboration avec les ONG qui sont opérationnelles dans la région à l’instar du Help Age et des Confessions religieuses, sont en train de préparer un programme de développement des groupes de rwandais marginalisés et/ou oubliés.

<b>A s s o c i a t i o n</b>	<b>D i s t r i c t</b>	<b>Acti vité</b>	<b>V i s i t é  p a r</b>	<b>Besoi ns en Frw</b>	<b>Appui reçu</b>
--	--	----------------------	---	--------------------------------	-----------------------

<u>T</u> <u>r</u> <u>r</u> <u>e</u> <u>r</u> <u>e</u> <u>B</u> <u>a</u> <u>b</u> <u>y</u> <u>e</u> <u>y</u> <u>i</u>	Rus enyi (ex- Rw ama tam u)	F o n d s  p o u r  o r p h e l i n s  e t e n f a n t s  d e s  p a r e n t s  i n d i g	C N U R  -  K i b u y e ,  K i g a l i  e t  C R S	350.0 00 pour paiem ent de matér iel, des frais scolai res, ainsi que des unifor mes de 26 enfant s	L'appui n'a pas encore été accordé
--	---	--	---	---	--

		e n t s			
--	--	------------------	--	--	--

T w u b a k i r a n e	Rus enyi (Rw ama tam u)	F a b r i c a t i o n  d e  b r i q u e s  a d o b e s  e t  c o n s t r u c t i o n  d e s	C N U R  -  K i b u y e ,  K i g a l i  e t  C R S	1.500. 000	Appui reçu de CRS
---	--	---	---	---------------	-------------------------

		m a i s o n s  p o u r  l e s  g r o u p e s  v u l n é r a b l e s			
<b>A</b> . <b>T</b> . <b>D</b> . - D é m o	Vill e de Kib uye	N e t t o y a g e  d			

bil is és - E n f a n t s d e l a r u e « M a y i b o b o »		e  l a  v i l l e  d e  K i b u y e  e t d u  m a r c h é , c h a r g e n t e t d é c h a			
--	--	--	--	--	--

		r g e n t b a t e a u x  e t c a m i o n s			
--	--	---	--	--	--

- Il existe un projet des prisonniers de Kibuye, relatif à la construction des maisons des rescapés du génocide. Ils ont souvent besoin de tôles ondulées, de portes et de fenêtres. Le projet a été soumis au Catholic Relief Services et nous attendons la réponse.
  - Sur financement de la Coopération Suisse, 204 animateurs d'unité et de réconciliation ont été formés à la conception, l'élaboration et la gestion de petits projets.
  - Il est prévu une somme de quatre millions et demi de francs rwandais (4.500.000 Frw ) pour l'association qui se sera distinguée par des initiatives communautaires exemplaire d'unité et de réconciliation dans chaque District.
- Dans la Province de Kigali Rural, seulement deux projets ont été enregistrés et ont été financés par le CRS.
  - Une liste d'associations opérant dans cette Province a été élaborée. La plupart d'entre elles ont reçu la visite de la CNUR.
  - Les ONG présentes dans la Province ont été également fait objet d'inventaire et seulement deux travaillent en étroite collaboration avec la Commission. Ces ONG sont : ADAP et ASOFERWA.

A s s o c i a t i o n	Dist riet	A c t i v i t é	V i s i t é e p a r	B e s o i n e n F r w	A p p u i r e ç u
W i s u b i r a w a j e  -  5  e n s e i g n a n t s  -  3 0  é l è v	Nya mat a	E n s e i g n a n t s e t é l è v e s d u p r i m a i r e o n t c o n f e c t i o n né de s c a r t e s a v e c de s m e s s a g e	C N U R - K i g a l i N g a r i K i g a l i ( s i è g e ), K i b u y e e t C R S	762. 700	762. 700 p o u r f o r m a t i o n e t a c h a t d e p e t i t m a t é r i e l .L' a r g e n t a é t é d o n n é p a r l e C R S

e s		s de pa ix et le s on t di str ib ué es			
--------	--	--	--	--	--

<u>A</u> <u>b</u> <u>i</u> <u>s</u> <u>h</u> <u>y</u> <u>i</u> <u>z</u> <u>e</u> <u>h</u> <u>a</u> <u>m</u> <u>w</u> <u>e</u> - A s s o c i a t i o n d e s f e m m e s	Nya mat a	A g r i c u l t u r e e t é l é v a g e	CNUR – Kigali Ngari, Kigali (siège), Kibuye et CRS	631. 000	631. 000 pour acha t de terre , du men u maté riel, de la sem ence et des engr ais. L’ap pui fina ncier vient du CRS
---	-----------------	--	--	-------------	--

A s s o c i a t i o n	Dist riet	A c t i v i t é	Visitée par	B e s o i n  e n  F r w	Appu i reçu
<u>A</u> <u>b</u> <u>u</u> <u>n</u> <u>z</u> <u>u</u> <u>b</u> <u>u</u> <u>m</u> <u>w</u> <u>e</u>	Kar ama	- A g r i c u l t u r e e t é l e v a g e  - O n t r e ç u u n e f o r m a t i o n s u r l e « D E L T A » -	CNUR – Butare, Kigali et CRS	5 5 3 .8 0 0	Reçu 553.8 00 Frw de Catho lic Relief Servi ces

		A ni m ati on de s ca us er ie s su r le  dé ve lo pp e m en t, l' un ité et la  ré co nc ili ati on - F on t de s co tis ati on s po			
--	--	--	--	--	--

		ur pa ye r le s ét ud es  de s en fa nt s pa uv re s			
--	--	---	--	--	--



		dé ve lo pp e m en t, l' un ité et la  ré co nc ili ati on			
--	--	---	--	--	--

### Province de Gikongoro

- Dans la Province de Gikongoro, les associations d'unité et de réconciliation ainsi que leurs initiatives ont été identifiées, mais le travail n'est pas encore achevé.
- Parmi ces associations, il en est une qui construit des maisons pour les indigents, un appui financier de 1.500.000 Frw a été sollicité pour elle, le projet a été soumis au CRS, il est en veilleuse.
- Une autre association, celle des scouts a sollicité également une aide de 330.000 Frw, mais elle n'est pas encore disponible.
- Des ONG impliquées dans le processus d'unité et de réconciliation ont été également recensées.

Association	District	Activité	Cadre de collaboration
<b>ADP – World Vision</b>	- Ville de Gikongoro - District de Nyaruguru - District de Mudasmwa - District de	- Compétition socio-culturelle dont le	- Mise sur pied du groupe folklorique « Isang

	Karaba	<p>thème est l'unité et la réconciliation</p> <p>- Formation à tous les niveaux sur la tolérance et la résolution des conflits</p> <p>- Construction des écoles primaires.</p>	<p>ano » : chansons et danses traditionnelles, poèmes et théâtres sur la culture de la paix, l'unité et la réconciliation.</p> <p>- Formation des animateurs d'unité et de réconciliation et des enseignants dans le district de Nyaruguru sur le processus d'unité et de réconciliation, et celle des femmes dans la ville de Gikongoro</p>
--	--------	--	--

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des écoles dans la ville de Gikongoro.</li> <li>- Diverses activités dans les districts de Mudasmwa et Karaba.</li> </ul>
<b><u>RAPI</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nshiri , Nyaruguru, Mushubi, Kaduha, Ville de Gikongoro,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agriculture et élevage</li> <li>- Visite et transmission des messages d'unité et de réconciliation dans toutes les prisons de Gikongoro</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- RAPI a fourni du matériel scolaire aux enfants démunis qui n'avaient pas pu aller à l'école</li> <li>- Sensibiliser les prisonniers à reconnaître leurs crimes et à demander pardon.</li> </ul>

## **II.4. departement de communication**

### **II.4.1. REALISATIONS**

Ce département a été conçu afin de faire connaître les activités de la Commission, d'être une plate-forme d'échanges d'idées pour tous les rwandais de toutes les conditions sociales sur le processus d'unité et de réconciliation.

Au cours de l'année 2001, les principales réalisations ont été :

#### 1. Le journal de la Commission

- Ce journal est trimestriel. Son rôle est de faire connaître aux rwandais et aux étrangers la mission de la Commission ainsi que ses principaux programmes. Rwandais et étrangers peuvent faire passer leurs opinions par ce journal.
- Alors que le journal était édité uniquement dans la langue vernaculaire, depuis le début de l'année 2001, ce journal écrit en trois langues : le kinyarwanda, l'anglais et le français.

#### 2. Collaboration avec la presse de l'Etat et la presse indépendante

- La Commission estime l'importance de la presse dans la diffusion et la promotion de ses activités et c'est la raison pour laquelle elle entretient des liens avec la presse de l'Etat et la presse privée à travers laquelle elle fait passer ses articles relatifs à ses activités.
- La Commission organise régulièrement des conférences de presse ainsi que des formations à l'intention des journalistes.

#### 3. Chroniques télévisées et/ou radiodiffusées

- Chaque mardi à partir de 19 h. jusqu'à 19h 30, il y a une chronique qui passe à la radio sur l'unité et la réconciliation. Au début, cette chronique était préparée et présentée par un agent de l'ORINFOR. Depuis le mois d'août 2001, la chronique est préparée par un journaliste de la Commission. Malheureusement, depuis le mois de novembre 2001, il a démissionné pour des raisons personnelles.
- Dans le cadre d'une bonne collaboration avec la Commission, la radio, la TVR ainsi que la presse indépendante, ont largement diffusé les activités de la Commission Nationale pour l'Unité et la réconciliation.
- La CNUR a organisé plusieurs débats à la radio et à la télévision. Toutefois, la Commission n'a pas encore pu organiser d'une façon régulière et permanente ses propres émissions, ceci étant dû à ses faibles moyens financiers. Des contacts sont en cours dans le but de remédier à cette lacune.

#### 4. Diffusion de l'information sur internet

- Actuellement, la Commission dispose d'un web site dont l'adresse est : [www.nurc.org.rw](http://www.nurc.org.rw)

- Sur ce site, la Commission fait passer ses programmes. Cependant force nous est de mentionner que notre site internet a besoin d'un agent qualifié puisque actuellement nous n'avons personne pour s'occuper de ce site.

#### 5. Centre de documentation

- La Commission commence à s'organiser pour constituer un centre de documentation. Elle dispose d'une petite bibliothèque d'une cinquantaine de livres, qui traitent de la récente histoire du Rwanda, du génocide et des conflits en général et particulièrement des conflits dans la région des Grands Lacs. Sont disponibles également, diverses communications émanant des divers centres de paix, d'unité et de réconciliation tant de l'intérieur que de l'extérieur du pays.

#### 6. Préparation du plan triennal (2002-2004)

- A l'instar des autres départements de la Commission, le département de la Communication a préparé son plan d'action de trois ans : 2002-2004

#### 7. Campagne médiatique pour la « Journée Nationale d'Evaluation »

- Dans le cadre de faire connaître la journée nationale d'évaluation qui aura lieu le 23 novembre 2001 dans toutes les Provinces du pays et particulièrement dans la Province de Kibuye à l'échelle nationale, le département de la communication s'est occupé de:

- Faire passer des articles relatifs à cette journée dans divers journaux édités au Rwanda
- Conférences de presse expliquant le bien fondé de l'organisation de cette journée du 23 novembre 2001.
- Chroniques à la radio et à la télévision ainsi que la diffusion de l'information relative à cette journée sur internet.
- Descente sur terrain dans toutes les Provinces dans le but de suivre de près les activités de préparation de cette journée.

### **II.4.2. Contraintes**

Sur 4 agents que comptait le département au début de l'année 2001, il ne restait qu'un seul à la fin de l'année. Ceci a eu bien entendu des répercussions sur les activités du département, dans la mesure où la plupart des activités prévues n'ont pas pu être réalisées.

## **II.5. DEPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ADMINISTRATION**

### **II.5.1. Introduction**

Le département des Finances et de l'Administration est comprend quatre divisions à savoir :

- La division administration et personnel
- La division logistique
- La division finance

- L'auditorat interne

### **II.5.2. Les attributions**

- Recrutement, suivi et évaluation du personnel ;
- Identification des besoins en formation et préparation de la formation du personnel ;
- Assurer la logistique ;
- Effectuer différentes opérations financières et faire des rapports périodiques sur la gestion des fonds de la CNUR ;
- Répondre aux obligations des auditeurs internes et externes ;
- Trouver des fonds pour le fonctionnement de la CNUR ;
- Préparer le budget.

### **II.5.3. Les principales réalisations**

#### a) Division du personnel

- Jusqu'au mois de décembre 2001, la Commission a un effectif de 78 personnes, y compris l'effectif des Provinces
- Les agents qui ont démissionné et qui ont suspendu leurs activités pour des raisons diverses sont au nombre de sept.
- Les agents qui ont été mutés sont au nombre de deux personnes
- Un des agents de la Commission a été temporairement mis à la disposition du Programme des Nations Unis pour le Développement (PNUD) pour faciliter ses relations de travail avec la Commission
- Trente neuf (39) agents de la CNUR ont suivi une formation sur la planification stratégique et sur la technique de médiation et de résolution des conflits, tandis que seize (16) autres ont reçu une formation sur l'usage d'ordinateurs (traitement de texte et tableur).

#### b) Division de la logistique

- Hormis le matériel de bureau du siège, les bureaux des Provinces ont également reçu du matériel de première nécessité.
- Etant donné le nombre croissant des nouveaux engagés, nous avons été obligés de diviser notre ancienne salle de conférence en petits cloisons servant de bureaux additionnels
- L'inventaire du patrimoine de la Commission a été fait.
- Dans le souci d'économie, des anciens autobus qui nous avaient été octroyés par le HCR ont été donnés aux institutions telles que le Conseil National des Femmes, le Conseil National des Jeunes, l'I.S.A.E.- Rubirizi ainsi qu'à la Province de Ruhengeri qui l'avait demandé. En effet ces bus étant trop vieux, nous causaient beaucoup de problèmes de maintenance et de réparation. Nous avons gardé un seul autobus pour nos Ingando.
- Egalement dans le cadre de la transparence, il a été formé un comité interne de distribution du marché de vivres pour Ingando, auquel nous invitons un représentant du National Tender Board, chaque fois qu'il faut attribuer un marché.

### c) Division des finances

- Cette division a préparé un budget pour l'exercice 2002, selon le format préparé par le Ministère des Finances et de la Planification Economique.
- Un nouveau système de contrôle des mouvements et des opérations de caisse et de banque a été mis en place
- La Commission a pu financer sur ses réserves propres résultat des exercices 1999 et 2000, la première phase de construction du Centre National d'Unité et de Réconciliation de Nkumba, District de Bukamba, dans la Province de Ruhengeri.
- Au cours de cette année, la Commission a reçu la visite de l'Auditeur Général qui, après contrôle, lui a signifié quelques lacunes dans la gestion des finances. Le département des finances s'est attelé à mettre de l'ordre dans sa comptabilité, selon les conseils qui lui ont été prodigués par l'Auditeur Général.

#### A titre d'exemple :

- Auparavant (avant la visite des services de l'Auditeur Général), la Commission dépensait 40 % du salaire brut de chacun de ses agents pour les soins médicaux et l'agent payait 60 %. Actuellement, l'agent paye 95 % et la Commission ne paie plus que 5%.
- De même, il existait un fonds de prêt aux agents, actuellement ce fonds a été supprimé.
- Pour toute sortie de fonds, une série de fiches a été constituée.
- Une nouvelle formule de remboursement a été adoptée. A titre d'exemple, pour tout montant excédant cinquante mille francs rwandais (50.000 Frw), le remboursement se fait uniquement par chèque.
- Le département est en contact avec divers bailleurs de fonds, dans le but de trouver des financements additionnels (au budget du Gouvernement) pour la réalisation des activités de la Commission.

### d) Division de l'audit interne

- Un système interne de contrôle a été mis sur pied ;
- Un système de suivi des Ingando a été instauré de sorte que le surplus sur la nourriture par exemple puisse être transféré et utilisé dans les ingando des autres Provinces ;
- Désormais, il existe un contrôle préalable des projets émanant des Provinces, de sorte qu'ils doivent être vérifiés avant de recevoir un financement quelconque ;
- L'audit interne doit suivre de près l'utilisation des fonds et des biens alloués au Programme d'Education à la Paix et à la Bonne Gouvernance.

#### **II.5.4. Contraintes**

1. Carence de technologie moderne dans le domaine de la comptabilité (logiciels adaptés) ;
2. Situations imprévisibles souvent fréquentes qui perturbent non seulement les programmes de la Commission, mais également l'utilisation régulière de nos lignes budgétaires.

3. Les Ex-FAR/Interahamwe viennent nombreux et d'une façon improvisée. Ils doivent recevoir une formation au cours des ingando qui, également ne peuvent pas être programmés et donc sans budget. Ceci perturbe complètement les activités prévues.
4. Nous recevons un budget insuffisant de la part du Gouvernement, alors que souvent les activités sont supposées commencer en même temps à travers toutes les Provinces.
5. La flambée des prix sur le marché, surtout ceux relatifs au carburant.
6. Les factures très élevées des garages, à l'instar du garage de la GTZ dont les factures sont libellées en dollars américains.
7. Peu de véhicules par rapport au volume du travail et dont la plupart sont presque complètement amortis.
8. Matériel et équipement, vieux et insuffisants.
9. Manque d'espace de travail (nombre insuffisant de bureaux)
10. Manque de ressources humaines (quantité et qualité)
11. La Commission dispose d'un certain nombre de matériel et d'équipement dont elle ne connaît pas la valeur, la plupart ayant été reçu en cadeau, sans aucune pièce d'accompagnement.
12. Un des agents de la Commission est décédé.

### **II.5.5. Conclusion**

- La visite du Bureau de l'Auditeur Général au cours de l'année 2001 a été bénéfique pour la Commission, qui essaie de mettre en pratique les conseils qui lui ont été prodigués en vue d'une bonne gestion de son patrimoine et de son budget.

## **TROISEME PARTIE**

### **iii . les autres activites de la commission**

#### **III.1. Collaboration avec d'autres institutions**

##### **a) Cadre international**

###### **■ Les « Amis des Commissions »**

Les amis des Commissions sont les représentants de leurs pays ou de la coopération internationale qui régulièrement rencontrent les Commissions de l'Unité et de la Réconciliation, des Droits de l'Homme et de la Constitution dans le but d'échanger sur les programmes et d'envisager un appui technique et/ou financier éventuel.

###### **■ Coopération Internationale**

Parmi les institutions de coopération internationale qui collaborent étroitement avec la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation, nous citerons à titre d'exemple :

- La Gesellschaft fuer Technische Zusammenarbeit (GTZ) allemande
- DFID/SIDA (Development Fund for International Development : Royaume Uni et Sweden International Agency de la Suède)
- Catholic Relief Services (CRS) : Secours Catholique Américain

- USAID/IRC (United States Aid / International Rescue Committee)
- Coopération Hollandaise
- Coopération Suisse
- Union Européenne
- Haut Commissariat des Réfugiés
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Programme Alimentaire Mondial (PAM)
- UNICEF

## **b) Collaboration interne**

### (1) Dans le cadre de l'administration centrale

- La Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation est chargée de mettre en application la politique gouvernementale d'unité et de réconciliation. Quand bien même elle collabore avec toutes les instances ministérielles et gouvernementales, il existe des affinités et des actions particulières avec certains Ministères tels que :

- Le Ministère de l'Administration Locale et des Affaires Sociales
- Ministère de la Justice et des Relations Institutionnelles
- Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture
- Le Ministère de la Défense et de la Sécurité Nationale
- Le Ministère de l'Education, Science et Technologie
- Le Ministère du Genre et de la Promotion de la Femme

### (2) L'Assemblée Nationale

- Commission parlementaire des droits de l'homme, de l'unité et de la réconciliation

### (3) La Cour Suprême

- Les juridictions gacaca

### (4) Les Commissions

- La Commission Nationale des Droits de l'Homme
- La Commission Electorale
- La Commission Constitutionnelle
- La Commission de Démobilisation et de Réintégration
- La Commission de Rapatriement des Réfugiés

### (5) Les autres institutions

- Les Confessions Religieuses collaborent étroitement avec la Commission surtout en ce qui concerne la préparation des ingando des jeunes, les conférences débats et les formations.
- Les collectifs des droits de l'homme

- Les collectifs des rescapés du génocide
- Les collectifs des droits de la femme et de l'enfant
- L'association des journalistes
- Les échelons de base des femmes et des jeunes.

### **III.2. La C.N.U.R. a reçu des visiteurs de marque au cours de l'année 2002**

**a) Les activités de la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation ont été soumises à l'appréciation de quelques hôtes de marque au cours de l'année 2002. Parmi eux :**

- Son Excellence Paul KAGAME, Président de la République Rwandaise qui a daigné rendre visite à l'Ingando des étudiants de Mudende en date du 06 mars 2001
- Son Excellence KOFFI Annan, Secrétaire Général des Nations Unies qui a visité l'Ingando des ex-FAR/Interahamwe de Nkumba, Ruhengeri.
- Son Excellence Clare SHORT, Ministre Britannique de la Coopération Internationale qui a visité l'ingando de Mudende
- Son Excellence Jeremy LESTER, Représentant de l'Union Européenne au Rwanda qui a visité les ingando des ex-FAR/Interahamwe respectivement à Mudende et à Nkumba
- Son Excellence Graeme LOTEN, ancien ambassadeur de la Grande Bretagne au Rwanda, qui a visité Mudende
- Son Excellence George STAPPLE, ancien ambassadeur des Etats Unis d'Amérique au Rwanda qui a visité Mudende
- Son Excellence Hans-Dieter STEINBACH, ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne qui a visité l'ingando de Nkumba
- Son Excellence Herald GANNNS, ancien ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne en Afrique du Sud, qui a dirigé un séminaire qui a regroupé les hauts dirigeants du pays, les commissaires des différentes commissions, les députés, la société civile etc. (cfr. « Conférence des Personnalités Eminentes » dans le présent rapport).
- Reverend Peter PRETORIUS, Fondateur de Jesus Alive Ministries opérant dans plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, son Ministère est basé à Johannesburg en Afrique du Sud. Le Révérend PRETORIUS a animé un séminaire qui a regroupé les Commissaires et les agents de la Commission.
- Les responsables de l'Interpol ont rendu visite à l'ingando de Mudende
- Plusieurs Ministres, Députés, Recteurs d'Universités et d'Instituts Supérieurs, les Préfets et d'autres hauts cadres du pays ont enseigné au cours des divers Ingando.

**b) Quelques journalistes ont visité les activités de la Commission**

Nous avons reçu la visite de :

- La télévision allemande
- Chris McGREAL, Correspondant de la section Afrique du journal « The guardian » basé en Afrique du Sud (Johannesbourg)
- Alphonse MPATSWENUMUGABO, de l'Agence Internationale pour la Communication et la Publicité – « Groupe Jeune Afrique », Paris – France
- Monique MAES, journaliste à la Radio France Internationale, Paris – France

- Ms JOREL , Journaliste d'un journal Suédois édité en Afrique du Sud.

## QUATRIEME PARTIE

### IV. conclusions générales

1. Quand bien même le chemin soit encore long, la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation se félicite de ce que les obstacles qui semblaient incontournables lors de la mise en place de la Commission, ont substantiellement diminué d'ampleur. Cet heureux constat apparaît dans les rapports des consultations populaires que la Commission a organisé à travers toutes les Provinces, lesquels ont fait une fois de plus, objet de débats lors de la journée nationale d'évaluation du processus d'unité et réconciliation qui a eu lieu dans tout le pays en date du 23 novembre 2002.

2. D'une manière particulière, la Commission se réjouit des conclusions et des recommandations issues des Séminaires-Ateliers organisés à l'intention des Leaders des Partis Politiques agréés au Rwanda, des députés à l'Assemblée Nationale de Transition, des Journalistes et des Membres de la Société Civile en général. Ces séminaires-ateliers avaient pour objet : l'analyse des causes profondes des conflits au sein de la communauté humaine et les mécanismes de leur prévention, gestion et résolution. Au demeurant, la Commission reste convaincue que les groupes ci-haut mentionnés couplés avec les responsables religieux, constituent de vrais vecteurs d'opinions, pris en exemple par la population dans tous leurs faits et gestes.

3. La Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation se félicite également des discussions enrichissantes et constructives qu'elle a menées avec les rwandais qui vivent à l'étranger, pour des raisons diverses. La Commission s'est sentie très encouragée par la « Première Convention Globale des Rwandais de la Diaspora », symposium des Rwandais vivant à l'étranger, organisé à leur propre initiative, qui s'est tenu à Kigali, Palais du Parlement, du 26 au 30 décembre 2001. Le thème principal de ce symposium fut : « Que peut faire un Rwandais de la diaspora pour son pays et que peut faire le pays pour un Rwandais de la diaspora ? ».

4. La Commission se réjouit de la coopération qui règne entre elle, les bailleurs de fonds, les Organisations Non Gouvernementales tant nationales qu'internationales, la Société Civile en général et les Confessions religieuses d'une manière particulière.

5. La Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation a élaboré des stratégies cohérentes. Elle demande au Gouvernement et à tous les rwandais de continuer à l'appuyer par tous les moyens. Elle fait appel à la conscience et à la volonté de tout un chacun, qui qu'il soit, où qu'il soit, à temps et à contre-temps, d'apporter sa contribution à la recherche de la paix, de la sécurité, de l'unité et de la réconciliation, sources du développement intégral du pays et de ses habitants.

## CINQUIEME PARTIE

### V. RECOMMANDATIONS

1. Dans la perspective d'un meilleur rendement, la loi n° 03/99 du 12/03/1999 institutionnalisant la Commission doit être revue afin de fournir aux Commissaires les moyens nécessaires qui leur permettent d'accomplir la mission qui leur a été assignée.

Le personnel de la Commission devrait également avoir les moyens et jouir des avantages que leur confère leur statut d'agents de la Commission, statut qu'ils n'ont pas encore après 3 ans de travail dans l'incertitude la plus totale.

Ceci est d'autant plus urgent que les tâches de la Commission sont lourdes.

2. Afin de permettre à la Commission de confectionner son règlement d'ordre intérieur à jour, nous demandons à ce que la loi régissant le travail au Rwanda soit accélérée par les instances habilitées, par ce qu'elle constitue la base des règlements internes des institutions étatiques.

3. Sur base des exigences de la mission combien lourde assignée de la Commission, nous demandons aux décideurs financiers de lui accorder un budget suffisant, dans la fourchette des activités prévues dans son plan d'action annuel.

4. Nous demandons aux autorités de tous les échelons du pays, d'encourager et de participer aux Ingando, car ils ne sont pas l'apanage du petit citoyen. L'unité et la réconciliation est l'affaire de tout rwandais et, la seule voie d'y parvenir, c'est de se rencontrer et d'échanger sur les problèmes du pays.

5. Pour que l'unité et la réconciliation soient vraiment le levain d'un vrai développement, il est nécessaire que la politique gouvernementale d'unité nationale continue à œuvrer pour le bien-être de chaque rwandais et que chacun soit impliqué pour que tous comprennent que ses intérêts sont les intérêts des siens et de tout le pays.

6. Les dirigeants de tous les niveaux ainsi que les intellectuels sont particulièrement sollicités. Tout au long du processus d'unité et de réconciliation, ils doivent prêcher par l'exemple.

Ceci permettra de raviver l'espoir au sein de la population, espoir qui s'est graduellement évanoui suite à la mauvaise politique basée sur la discrimination qui a été longtemps prêchée dans ce pays et, qui par usure a fini par éclater littéralement l'unité sur laquelle le Rwanda était bâti.

7. Nous devons protéger ce que nous avons hérité de bon de nos ancêtres ainsi que ce que nous avons acquis après les horribles événements du génocide de 1994. Ceci nous permettra d'aller de l'avant et que ce pays soit une nation forte dont nous serons fiers de donner en héritage à notre progéniture.

Lorsque parmi les dirigeants il en est qui sont animés d'un grand sens de patriotisme, qui se battent contre vents et marées pour le bien-être de la population, il se développe petit à petit une grande idéologie nationaliste, qui finit par hisser le pays au rang des grands. C'est alors qu'il atteint et consolide son développement.

## ANNEXE

### PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS ALLOUES A LA COMMISSION NATIONALE POUR L'UNITE ET LA RECONCILIATION AU COURS DE L'ANNEE 2001

---

#### PREMIERE PARTIE : BUDGET DE L'ETAT

##### I.1. TRANSFERTS SUR LE COMPTE DE LA COMMISSION

###### I.1.1. Reliquat sur le Budget des exercices 1999 et 2000

→ Au début de l'année 2001, la Commission accusait sur son compte un solde créditeur de 155.977.913 Frw, reliquat budgétaire (Budget de fonctionnement) des exercices 1999 et 2000.

→ A ce montant s'est ajouté une somme de 13.982.700 Frw correspondant au budget de fonctionnement du mois de décembre 2000 que le Ministère des Finances et de la Planification Economique n'avait pas encore transféré sur notre compte.

→ Le montant au début de 2001 était de 169.960.613 Frw, (1999- 2000).

###### I.1.2. Recettes prévues dans le budget de l'exercice 2001

Mois	Salaires	Fonctionnement	Total
Janvier	13.030.416	26.136.238	39.166.654
Février	13.000.000	26.000.000	39.000.000
Mars	13.000.000	26.000.000	39.000.000
Avril	13.000.000	26.000.000	39.000.000
Mai	13.000.000	14.000.000	27.000.000
Juin	13.000.000	13.000.000	26.000.000
Juillet	13.030.416	26.136.238	39.166.654
Août	13.030.416	26.136.238	39.166.654
Septembre	13.030.416	26.136.238	39.166.654
Octobre	13.030.416	33.185.980	46.216.396
Novembre	13.030.416	21.377.144	34.407.560
Décembre	13.182.504	18.238.324	31.420.828
S/Total	-	-	438.711.400
Juin - Ingando	Mudende	31.288.600	31.288.600
Grand Total	-	-	470.000.000

###### I.1.3. Recettes non prévues dans le budget de l'exercice 2001

Mois	Prévu pour	Entrées	Total
Octobre	Ingando – Mineduc	3.000.000	3.000.000
Novembre	Ingando	319.413.000	319.413.000
	Ingando – Nkumba	32.825.300	32.825.300
	Ingando – Mudende	33.358.752	33.358.752
<b>TOTAL</b>			<b>388.615.052</b>

→ L'année passée, le budget de l'Etat transféré sur le compte de la Commission est de :

$$470.000.000 \text{ Frw} + 388.615.052 = 858.615.052 + 13.982.700 = \mathbf{872.597.752 \text{ Frw}}$$

→ La somme totale transférée par le Gouvernement sur le compte de la Commission au cours de l'exercice 2001 est égale à :

$$872.597.752 + 155.977.913 = \mathbf{1.028.575.665 \text{ Frw}}$$

→ Autres transferts sur le compte de la Commission :

**6.306.688 Frw**

■ **GRAND TOTAL : 1.028.575.752**

$$+ \mathbf{6.306.688}$$

$$\mathbf{1.034.882.353}$$

### **I.1.3. Recettes non prévues dans le budget de l'exercice 2001**

Les sorties de fonds au cours de l'année 2001 sont de 3 sortes :

1. Les paiements des travaux de construction de Nkumba et des arriérés de l'année 2000
2. Le montant utilisé qui était prévu dans le budget de l'année 2000
3. Le montant utilisé, prélevé sur les transferts non prévus dans le budget de l'année 2001

M o i s	Sorties 2000	Sorties 2001	Sorti es non prévu es	Total
J a n v i e r	15.211.26 1	21.677. 107	-	36.888. 368

F é v r i e r	4.603.750	24.578. 322	-	29.182. 072
M a r s	727.000	21.719. 875	-	22.446. 875
A v r i l	30.884.40 9	37.884. 409	-	68.539. 492
M a i	16.560.59 3	42.445. 172	-	59.005. 765
J u i n	14.804.87 0	37.967. 444	-	52.772. 314
J u i l l e t	17.149.35 0	47.135. 592	-	64.284. 942
A o û t	15.978.05 7	39.987. 747	-	55.965. 804
S e p t e m b r e	13.393.56 4	24.833. 476	-	38.227. 040
O c t o b r e	100.000	58.290. 046	-	58.390. 046
N o v e m	200.000	56.177. 414	100.3 01.00 0	156.478 .414

b r e				
D é c e m b r e	31.101.48 3	38.420. 196	142.9 85.30 0	212.506 .979
T o t a l	<b>160.485.0 11</b>	<b>450.916 .900</b>	<b>243.2 86.30 0</b>	<b>854.688 .211</b>

- La somme totale des sorties au cours de l'année 2001 est égale à **854.688.211 Frw**

- La situation financière du compte global de la Commission Nationale pour l'Unité et la Réconciliation au 31 décembre 2001, se présente comm suit :

$$1.034.882.353 \text{ Frw} - 854.688.211 = 180.194.142 \text{ Frw}$$

### Explication

1. **Le montant de 160.485.011 Frw remboursé au cours de l'année 2000 est composé de deux parties : 132.303.707 Frw pour les constructions de Nkumba et 28.181.304 Frw pour les arriérés de l'année 2000.**

2. A ce jour, les constructions de Nkumba (première phase) ont déjà utilisé une somme de 155.242.888 Frw

3. De la somme de 180.194.142 Frw figurant sur le compte, il faut déduire une somme de 76.144.700 Frw destinée aux Ingando, versée sur le compte de la Commission, mais non prévue dans le budget de la Commission pour l'année 2001. Nous pouvons dire qu'au début de l'année 2001, le montant appartenant réellement à la Commission était de 106.049.542 Frw.

4. Les détails relatif aux entrées et sorties des fonds du compte de la Commission au cours de l'année 2001, sont repris dans les tableaux suivants.

#### **I.1.5. Les sorties de fonds – budget 2001**

Sortie de fonds selon les Services

Servi	Prévu	Utilis	Sol	Excéde
-------	-------	--------	-----	--------

ce		é	de	nt
1.	222.682 .000	272.7 53.		50.071. 483
2.	120.000 .000	115.3 18.38 1	4.68 1.61 9	-
3.	48.000. 000	41.90 2.248	6.09 7.75 2	-
4.	20.000. 000	5.120. 175	14.8 79.8 25	-
5.	19.318. 000	12.28 5.935	7.03 3.00 0	-
6.	40.000. 000	3.103. 100	36.8 96.9 00	-
<b>Tota l</b>	<b>470.000 .000</b>	<b>450.4 83.32 2</b>	<b>69.5 89.0 96</b>	<b>50.071. 483</b>

### Légende

1. Secrétariat Permanent, 2. Département d'Education Civique, 3. Leadership and Peace Training Program 4. Département de Communication, 5. Département de Gestion des Conflits,  
7. Département d'Appui aux Initiatives Communautaires.

### Explication

- A la lumière de ce tableau, nous pouvons dire que le solde sur le budget de l'année 2002 est de :

**470.000.000 Frw - 450.483.322 Frw = 19.516.678 Frw**

**Note :** Cette somme ne correspond pas au montant qui figure sur le compte de la Commission. La différence s'explique par des transferts sur le compte de la Commission des montants qui n'avaient pas été prévus dans le budget de l'exercice 2001 (voir paragraphe I.1.3.)

### DEUXIEME PARTIE : LES BAILLEURS DE FONDS

Dans cette partie apparaissent les entrées et les sorties effectuées sur les comptes de la Commission mis à la disposition des bailleurs de fonds pour versements ou transferts au cours de l'exercice 2001.

## **II.1. COMPTES EN FRANCS RWANDAIS**

<b>Compte</b>	<b>Report</b>	<b>Entrées</b>	<b>Sorties</b>	<b>Solde</b>
Ordinaire	5.877.3 38	65.18 8.916	56.649. 823	14.416.431
S. National	11.451. 229	34.16 6.249	34.416. 431	11.506.055

Report = report de l'exercice précédent

S. National = Sommet National

## **II.1. COMPTES EN DOLLARS AMERICAINS**

<b>Compte</b>	<b>Report</b>	<b>Entrées</b>	<b>Sorties</b>	<b>Solde</b>
Ordinaire	1.776,4 6	45.77 8,63	40.464, 11	7.090,98
S. National	23.376, 42	12.26 8,	38.317, 15	1.327,27

Les principaux bailleurs de fonds pour la Commission au cours de la période 2001 sont : GTZ, HCR, Coopération Suisse et l'Ambassade des Pays Bas.